

Numéro 40

Décembre 2008

∞ SOMMAIRE ∞

-  **Les propos de la Présidente** 2  
*par Laure de La Chapelle, Présidente du Cercle*
-  **La piste américaine** 3  
*par Laure de La Chapelle, Présidente du Cercle*
-  **Les rendez-vous de Mons** X  
*par Thérèse Poudade, agrégée de l'Université, Membre du Cercle*

## Les propos de la Présidente

*L*aissez-moi, chers Amis, vous conduire dans un pays largement inexploré par les Historiens de Louis XVII, **dans les vastes espaces du Nouveau Monde** où nous retrouverons, espérons-le, des traces inédites de ce royal Enfant.

Vous verrez pourtant réapparaître, entre Boston et la Nouvelle Orléans, quelques personnages connus, Auguste de La Rochejaquelein, Fersen, Bélanger, ou le frère de Madame Campan. Mais, dans des rôles – ou des contre rôles – inattendus, avec des visages que vous ne leur connaissez pas.

Et dans un habit peu habituel pour lui, celui de l'enquêteur, le fils de Louis Philippe en personne.

Il me faut reconnaître ici le rôle prépondérant des recherches en ligne, de l'accès très libre aux Etats-Unis des archives publiées sur la Toile et de la facilité d'obtenir des livres rares en reprint, facultés que j'espère bientôt disponibles dans notre « cher et vieux pays ».

Nous avons, je crois, au Cercle, largement fait état d'une possible sortie du petit Capet de sa prison du Temple avant le 9 thermidor. Vous le retrouverez donc – ou son ombre légère – surveillé **en Amérique** par des « tuteurs » circonspects, laïques ou ecclésiastiques, étroitement guidé jusqu'en 1814.

Est-il ensuite resté aux Etats-Unis ? C'est ce que l'avenir nous dira sans doute, et que je m'emploierai pour ma part à découvrir, avec l'aide des autres chercheurs du Cercle.

Nous reviendrons ensuite à l'époque de la première Révolution, où une enquêtrice infatigable, Madame Thérèse Poudade, s'emploiera à nous découvrir les arcanes des obscurs dévouements et des petites trahisons d'un agent secret méconnu, **le comte de Fersen**. Allié ou non aux intérêts de Monsieur, le comte de Provence ? C'est ce qui vous reste à découvrir en lisant les « **Rendez-vous de Mons** »

Et répétons-le encore une fois en souvenir de notre Président Jacques Hamann :  
« Va pour l'histoire ! »

**La Présidente,  
Laure de La Chapelle**

# La piste américaine



**Par Laure de La Chapelle,  
*Présidente du Cercle***

## Et pour commencer, cap sur Vienne

Voilà, me direz-vous, une direction inattendue : il faudrait tourner le dos à l'Amérique pour retrouver une première trace d'une piste américaine ? C'est nécessaire, en effet, et je vous demande de nous retrouver à Vienne, à l'époque où Bertier de Sauvigny dépouillait, aux Archives Impériales, quelques cartons du temps de Metternich (*Février 1956 – Miroir de l'Histoire n°74*).

Il trouva, un jour, un carton intitulé *French Varia 1830*, où plusieurs feuillets d'une écriture fine et régulière attirèrent son attention : il s'agissait d'un rapport, visiblement destiné au chancelier autrichien, avide de s'informer sur ce qui pouvait se passer en France et dans le monde.

(Grâce au Professeur Stourzh et au Dr Michael Hochedlinger, de Vienne, j'ai pu obtenir la photocopie de l'original qui comporte huit pages grand format et six pages de format plus réduit, toutes de la même écriture fine et penchée. Les six dernières pages, visiblement rajoutées pour compléter le début du rapport, concernent uniquement les « révélations » de Martin de Gallardon, et sont d'un moindre intérêt).

En analysant ce document, Bertier de Sauvigny ne mit pas longtemps à l'attribuer à Auguste de la Rochejaquelein, qui rencontra Metternich, à Vienne, en 1830.

Il expose dans ce texte les raisons qu'il a de croire à l'existence de Louis XVII.

Les premières lignes sont assez curieuses :

*« Si, dans le récit qu'on va lire, on découvrirait quelque erreur, si, en remontant à la source, on croyait trouver quelque incohérence qui puisse affaiblir ou dénaturer les faits extraordinaires que je vais raconter, je prie qu'on impute à moi seul tout ce qui pourrait paraître de défectueux et qu'on en accuse mon incapacité et ma mauvaise mémoire. Si on trouvait quelque contradiction dans ma narration, elle devra être mise entièrement sur mon compte, car des personnes capables de bien les juger ont examiné les faits et les circonstances et ont tout trouvé digne de foi. »*

Ces précautions oratoires une fois posées, et après avoir abordé le cas du cœur prélevé par Pelletan ou celui du faux dauphin Hervagault, Auguste de la Rochejaquelein écrit ces quelques lignes (page 6 de l'original) qui, jusqu'à présent, n'ont pu être décryptées :

« Madame de Somter a vu dans l'Amérique du Nord et chez un évêque catholique, je crois chez celui de Charlestown, un jeune homme de l'éducation duquel l'évêque était très occupé. Madame de S... ayant entendu dire que c'était le fils de Louis XVI, le demanda à l'évêque qui ne voulut jamais faire de réponse d'aucune espèce. »

Autant de mots, autant d'énigmes. Toutes les allusions de ce paragraphe sont importantes, et elles vont toutes nous occuper à tour de rôle.

6 Sans les yeux du Capitaine qui celui-ci déclara qu'il ne lui ferait jamais de mal, de ce jour au jour de la surveillance il pensait qu'il en profiterait pour se rendre en Amérique. M. Staber a constamment opéré qu'il a reconnu dans les prisonniers de Rouen le même individu qu'il a vu à bord de la Lybelle.

Madame de Somter a vu dans l'Amérique du Nord et chez un évêque catholique, je crois chez celui de Charlestown, un jeune homme de l'éducation duquel l'évêque était très occupé. M<sup>de</sup> de S... ayant entendu dire que c'était le fils de Louis XVI le demanda à l'évêque qui ne voulut jamais faire de réponse d'aucune espèce.

Pendant que Proust... un jugement contre un prisonnier qui s'appelle Mathurin Breunier, que M. Staber a reconnu pour être le même individu qu'il avait vu à bord de la Lybelle.

Original du texte de Auguste de la Rochejaquelein (Archives de Vienne) – Lignes 6 à 10

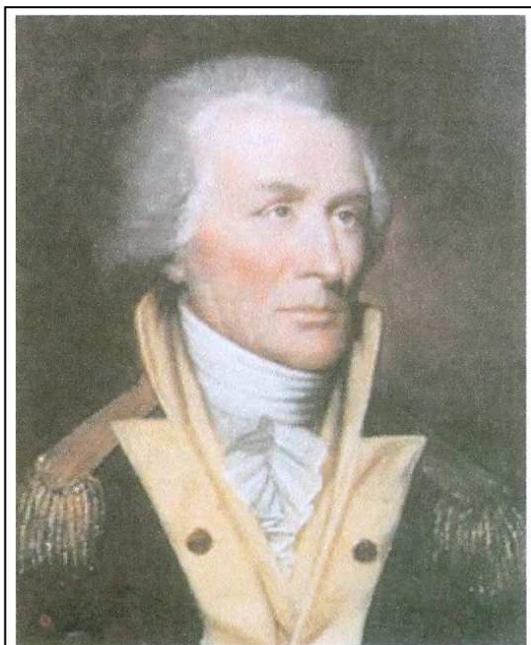
## Qui était Madame de Somter ?

Ce personnage est totalement inconnu des historiens de la question Louis XVII, et d'ailleurs des auteurs francophones en général. Son patronyme à consonance étrangère posait un vrai problème. Était-il d'origine germanique, suisse, anglaise ? Après m'être plongée dans maints répertoires généalogiques du 19<sup>ème</sup> siècle, et m'être affrontée à des Sturmer, Süttner, et autres noms de même farine, j'avais mis la question de côté, estimant que seul un hasard pourrait me donner la clé de ce premier obstacle.

Le hasard, heureusement, est souvent bienveillant pour les chercheurs, et sans plus penser à cette agaçante Mrs Somter, je tombai récemment – en lisant un livre américain – sur un nom qui me fit sursauter : il y était question d'un fort **Sumter**, érigé précieusement au large du port de Charleston.

Sumter ? Somter ? Il y avait fort à parier qu'Auguste de la Rochejaquelein avait orthographié le nom Sumter de façon phonétique, avec la prononciation américaine.

Loin d'être inconnu aux Etats-Unis, le nom de Sumter y était célèbre.



*Thomas Sumter*

Le premier, le général Thomas Sumter (1734/1832) était un héros de la guerre d'Indépendance Américaine. Son plus haut fait d'armes fut de battre les Anglais à Hanging Rocks, en détruisant le régiment du prince de Galles.

Plus tard, en 1789, il fut élu membre du Congrès américain, puis de l'assemblée de Caroline du Sud, où il s'établit à Stateburg, non loin de Charleston.

De son mariage avec une riche veuve, Mary Cantey, il eut un fils unique, né en 1768 et également dénommé Thomas Sumter.

Si Mary Cantey Sumter ne pouvait guère s'être intéressée au sort de Louis XVII, il n'en fut pas de même pour sa belle-fille. Car Thomas Junior, diplomate de profession, fit la connaissance d'une charmante française qui avait fui la Révolution et qu'il épousa en 1803.

Nathalie Marie Louise Stéphanie Béatrix de Lage de Volude, née à Versailles en 1782, et filleule du Roi et de la Reine, était la fille aînée du marquis Joseph Paul Jean de L'Age et de la marquise née Béatrix d'Amblimont, alliée aux Chaumont Quitry.

La marquise de Lage eut un instant de notoriété – bien malgré elle – au moment de la fuite de la famille royale en 1791. On sait que Léonard Autié, le coiffeur de la Reine, avait été désigné par Choiseul pour précéder les fameuses berlines préparées par Fersen et avertir d'un retard. Ce qui ne faisait nullement l'affaire du figaro, qui protesta en disant qu'il avait un rendez-vous urgent : il devait coiffer la marquise de Lage. De toute façon, il ne pouvait partir, ayant oublié sa clé sur sa porte ! On sait ce qu'il advint de cette « tête à vent »...

En septembre 1793, au plus fort de la Révolution, sa famille envoya Nathalie en Amérique avec l'intention de l'y rejoindre. Mais le projet échoua, Madame de Lage se réfugia en Espagne, et Nathalie, qui n'avait que onze ans, demeura seule à New York avec une gouvernante, Madame Senat. Elle allait y retrouver un groupe d'émigrés célèbres, comme François René de Chateaubriand, Talleyrand, Noailles, et, plus tard, le futur Louis Philippe et ses frères.

En 1796, parut d'ailleurs un journal qui fut le lien des expatriés : *La Gazette Française*.

Madame Senat ayant une formation de professeur, dut s'organiser pour faire face aux dépenses de la vie en Amérique et créa une école, qui accueillit des enfants d'émigrés français, mais aussi de jeunes américains, à qui les parents voulaient faire connaître des membres de l'aristocratie française, et donner une teinture de l'éducation et des manières du Vieux Continent.

Elle installa son établissement dans le « lower Manhattan » où elle était proche de la demeure du Vice-Président des Etats-Unis, Aaron Burr, qui lui confia sa fille Théodosia.

Burr prit sous sa protection Nathalie de Lage, qui était devenue la meilleure amie de Théodosia. Les deux jeunes filles se retrouvaient à Richmond Hill, la propriété d'Aaron Burr sur le bord de l'Hudson ; c'était une grande et élégante maison, située dans la partie de New York connue autrefois – et maintenant – sous le nom de Greenwich Village.

La jeunesse de Nathalie, passée loin du cocon familial, lui forgea un caractère intrépide et indépendant, dont elle fit immédiatement preuve lorsqu'elle dut revenir en France après la Révolution. Elle était, en effet, la seule parmi les siens à être restée à l'étranger.

En 1801, sa mère, la marquise de Lage, revenue en France, entreprit de réunir ce qui restait de sa famille. La mort de son mari à Porto Rico en 1799, avait mis fin aux projets d'installation en Amérique Latine, et la dernière sœur survivante de Nathalie, Stéphanie de Lage, attendait son aînée avec impatience.

Nathalie s'embarqua à bord du *Boston*, qui arriva à Lorient le 11 novembre 1801. Elle passa deux semaines à Nantes, avant de rejoindre sa mère et sa sœur à Paris le 3 décembre 1801. Elle avait alors 19 ans, et l'on s'aperçut bientôt qu'elle était désormais très marquée par la mentalité américaine.

Sur le bateau du retour, elle avait fait connaissance du jeune Thomas Sumter, envoyé en France comme secrétaire de légation ; ce fut une idylle immédiate, et malgré l'opposition virulente de sa famille qui n'entendait pas qu'elle devienne la femme d'un Américain républicain, elle épousa Sumter Junior en 1803, revint avec lui dans le domaine familial de Caroline du Sud et mit au monde sept enfants, tout en suivant ensuite son mari dans sa carrière d'Ambassadeur, au Brésil et de nouveau en France.



*Nathalie Delage Sumter  
A Lady of the High Hills, par Thomas Tisdale*

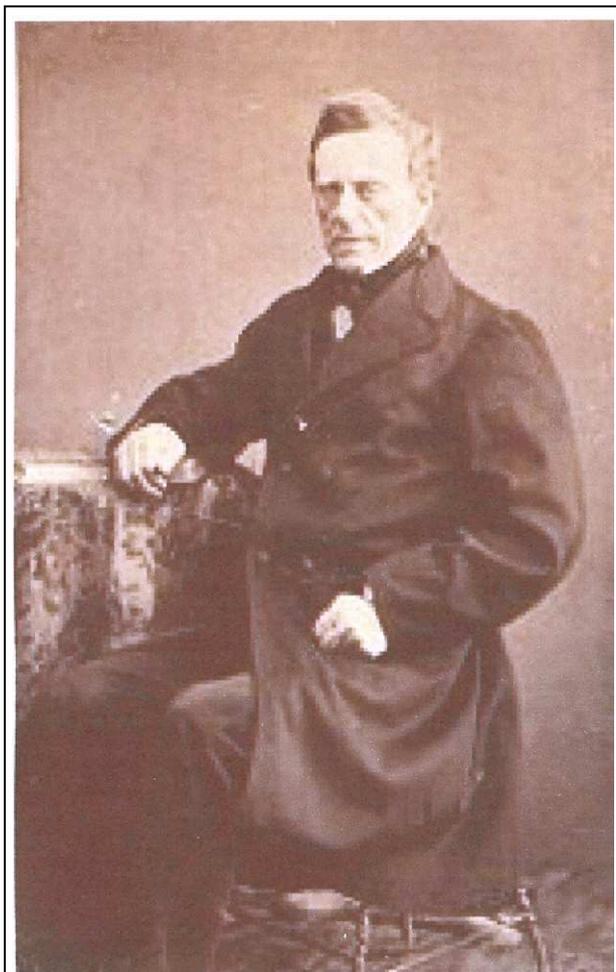
Mais entre les différents postes diplomatiques de son mari, Natalie Delage Sumter, (c'est son nom aux Etats-Unis), vécut de nombreuses années dans la plantation familiale, à Stateburg, dans le « comté Sumter » (South Carolina).

Lorsqu'elle arriva dans sa belle-famille pour la première fois, elle s'aperçut que la seule église catholique en Caroline du Sud était St. Mary's à Charleston.

Elle s'occupa donc du développement du catholicisme en Caroline, et donna à Mgr John England, lorsqu'il fut nommé évêque de Charleston en 1820, 160 acres de terre pour construire une église ; elle créa une bibliothèque pour l'éducation des enfants et des esclaves noirs et soutint la création de Mt. St Mary's College dans le Maryland.

En bref, « les Midlands catholiques ont une dette envers Nathalie Sumter ».  
(Paul A. Barra)

## Quid de l'évêque de Charlestown ?



*Auguste de la Rochejaquelein*

L'action énergique de Nathalie Sumter pour promouvoir le catholicisme en Caroline du Sud est une clé pour comprendre la phrase de la Rochejaquelein :

« Madame de Somter a vu dans l'Amérique du Nord et **chez un évêque catholique, je crois, celui de Charleston**, un jeune homme de l'éducation duquel l'évêque était très occupé... »

On se heurte immédiatement à une difficulté :

Le premier évêque catholique de Charleston, Mgr John England, d'origine irlandaise ne fut nommé qu'en 1820. C'est un peu tard pour faire l'éducation de Louis XVII, qui aurait eu 35 ans à cette époque ! En effet, il y avait fort peu de catholiques en Amérique au début du 19<sup>ème</sup> siècle, les protestants étant en forte majorité dans le Nouveau Monde.

On remarque d'ailleurs une hésitation dans le texte de la Rochejaquelein :

« ... je crois celui (l'évêque) de Charleston » Madame Sumter, lorsqu'il put la rencontrer, lors d'un de ses passages en France en 1823, habitait effectivement dans le nouveau diocèse de Charleston et connaissait fort bien l'évêque.

Oui, mais...

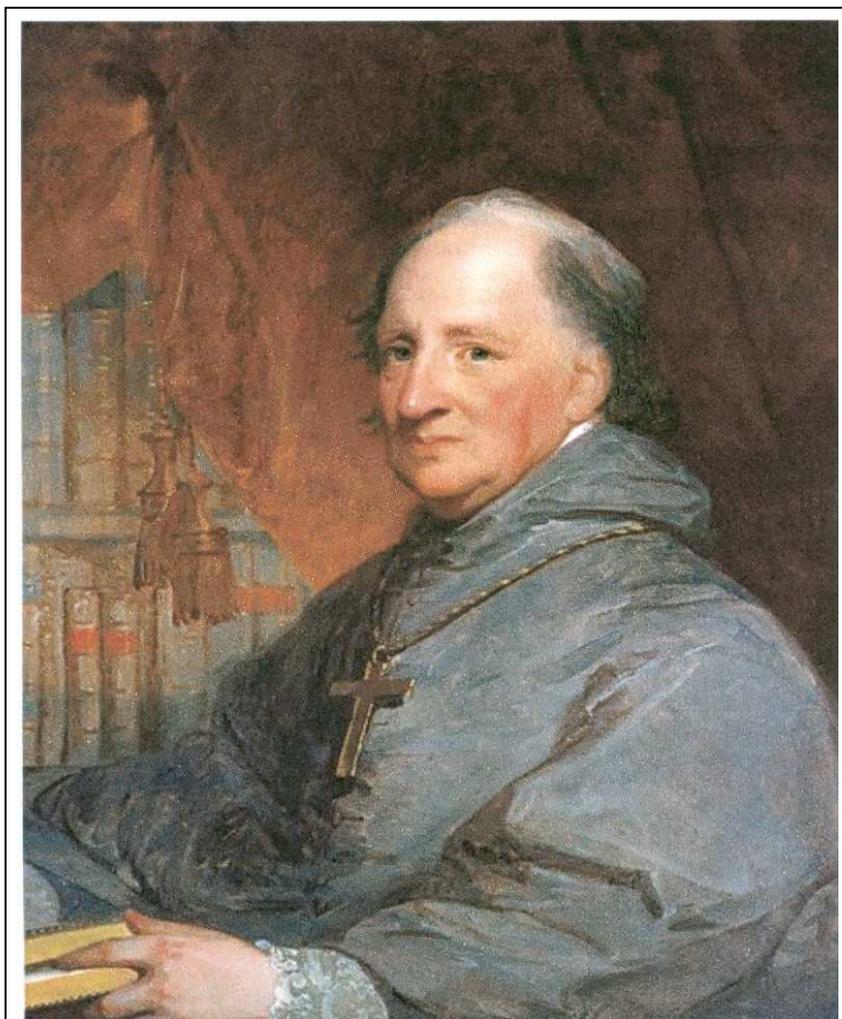
A l'époque où Louis XVII avait besoin d'une instruction religieuse, la ville de Charlestown n'avait pas d'évêque en titre. Elle dépendait du diocèse de Baltimore, qui s'étendait à plusieurs états d'Amérique du Nord, et dont le prélat très respecté était Mgr John Carroll.

(1735-1815) Né dans le Maryland, élevé à Bruges et à Liège, membre de la société de Jésus, recommandé au nonce du pape par Benjamin Franklin, Carroll devint « *Supérieur des Missions des Etats-Unis d'Amérique du Nord* » et fut nommé à Baltimore le 6 novembre 1789, devenant ainsi le premier évêque des Etats-Unis.

Sous sa direction, fut fondée l'université de Georgetown, dont le premier directeur fut Jean Edouard de Mondésir, un Sulpicien Français émigré, comme presque tous les premiers prêtres et professeurs catholiques à Baltimore.

Un autre établissement fut créé à Baltimore, le « *St Mary's College and Seminary* », fondé en 1791 et dirigé par les pères Sulpiciens Francis Nagot, Levadoux, Tessier et Gamier,

Au début, séminaire et collège n'eurent que peu ou pas d'élèves, les catholiques étant fort mal considérés par les protestants. Très peu de Français, quelques Espagnols, car, pour ne pas envenimer la situation entre les communautés religieuses, l'évêque de Baltimore avait interdit de prendre des élèves américains, interdiction qui ne fut levée qu'en 1803.



*Monseigneur Carroll  
Evêque de Baltimore*

Les débuts de St Mary's, bien que sous la protection de Mgr Carroll, furent donc confidentiels et réservés à un très petit nombre d'étudiants. Faut-il compter parmi eux le jeune Louis Charles, fils de Louis XVI, exfiltré de France et âgé de douze ans en 1797 ?

## Une vieille connaissance à Baltimore

Qui retrouvons-nous en effet dans les parages de St Mary's à cette époque ? Un individu fort bien connu des historiens : Mathurin Bruneau en personne. Écoutons-le raconter son périple (*Archives de la Seine Inférieure, dossier Mathurin Bruneau page 23*).

A bord de l'*Ariette* de Philadelphie, Bruneau débarque à Norfolk « où nous sommes arrivés en 1797 un dimanche au matin. J'étais seul, avec deux cent louis et des lettres de recommandation, sous le nom d'Auguste Dufrene (autre faux dauphin) ».

Sa destination est, d'après lui, Frederickstown. Puis :

« En 97, je m'embarquai pour Hampton. J'y arrivai, logeai à l'Ancre. »  
Il loge ensuite chez l'habitant.

« Je passai chez eux trois jours, après lesquels ils me conduisirent dans leur cabriolet jusqu'à Richemont ... J'arrivai avec le coche à Alexandrie, j'y passai la rivière pour me rendre à Washington, capitale, d'où je me rendis pédestrement à Georgetown, où je logeai à l'auberge de l'Indien. J'y passai la nuit. Le lendemain matin, je partis de Georgetown, et me rendis à Frederickstown. J'arrivai chez M. Payen ». (qui, au vu de ses lettres de créance, l'aurait reconnu comme fils de Louis XVI !). Mathurin se fait conduire à Philadelphie :

« Nous descendîmes chez un riche négociant du quartier, Waterstreet. Nous y passâmes la nuit. Le lendemain, je fus présenté au **collège de Baltimore** sous le nom d'Auguste Dufresne. Je logeai chez M. Vitecoq. **J'y suis resté dix-huit mois**. Je voyais souvent M. de la Tullaye, réfugié de Bretagne. C'est dans ce temps que M. de la Tour arriva... Il m'invitait à me rendre de suite en Bretagne par Auray. **Je quittai le séminaire incognito** ».

La preuve indiscutable que Mathurin Bruneau a bien été hébergé à St Mary's, c'est qu'il lui donne correctement sa double appellation : collège et séminaire (St Mary's College

and Seminary). A moins d'y être allé, c'est un détail difficile à imaginer. A quel titre Mathurin y est-il resté dix-huit mois ? Jardinier, cocher, domestique ? Il ne nous le dit pas. Mais il eut sûrement, en 1797 et 1798, l'occasion de fureter partout, de connaître professeurs et élèves, presque tous Français comme lui, et sûrement contents d'avoir affaire à un compatriote.

Est-ce l'éventuelle présence du petit Capet chez les Sulpiciens qui lui a donné l'idée, à la Restauration, de jouer le rôle de Louis XVII ? Comment expliquer le fait qu'il prétende avoir pris à Baltimore l'identité d'Auguste Dufresne, pseudo Dauphin dont il fit la connaissance bien plus tard dans sa prison de Rouen ? N'oublions pas que ses Mémoires ont été rédigés en 1817, époque où il a endossé la personnalité du fils de Louis XVI. Tout est donc écrit dans cette perspective : et ne s'étant sûrement pas présenté aux Etats-Unis en 1797 sous une identité royale, il choisit, a posteriori, d'endosser celle d'un autre prétendant « *pour ma conservation* » dira-t-il à son procès. Traduisez : « *pour une question de sécurité* » Mathurin, comme tous les faux dauphins, a toujours eu le génie de brouiller les pistes.

Les archives de St Mary's vont nous fournir d'autres indications, plus précises celles-ci. Mais, pour les comprendre, il nous faut retourner de plusieurs années en arrière, en France, sous la Révolution.

## Le faux dauphin Louis Leroy

Le 30 septembre 1925, le New York Tribune publiait, sous le titre « *A King's grave beneath a city Park* », un article de William Manley Van den Weyde, article qui ouvrait des perspectives inédites sur une survie du Dauphin en Amérique. En voici des extraits, publiés par *La Légitimité* en 1927 :

La première partie mentionnait une lettre mise aux enchères à Londres, en 1923, dans une vente d'autographes.

« *Cette lettre fournit une donnée importante pour l'éclaircissement d'une curieuse histoire, qui débute en France dans le monde de la Cour, pour s'achever dans la société aristocratique américaine...*

« *Une légende qui circule depuis longtemps à New York veut que le jeune Roi de France, Louis XVII, ait été enlevé de sa prison française et amené en Amérique par le*

comte Fersen, qu'il ait habité le quartier de Greenwich Village, l'un des plus aristocratiques de la ville, dans la première partie du XIX<sup>ème</sup> siècle, et que, vivant sous le nom de « Louis Leroy », il ait atteint l'âge d'homme, épousé une femme de la société américaine et soit mort vers 1840.

« Louis Leroy » a été enterré dans le cimetière de Saint John.

« La lettre qui vient d'être mise au jour à Londres est datée de 1809 Elle est brève et inintéressante, à part la mention qui y est faite de Monsieur Leroy. Cette lettre est écrite en français et son texte indique qu'elle était adressée à un ami intime de Fersen. Le paragraphe final, contenant l'allusion à Leroy, est ainsi conçu :

« M. Leroy demeure inconnu en New York et m'écrit qu'il ce (sic) porte bien et qu'il est heureux.

Je serai bien aise de vous voir le mois prochain,

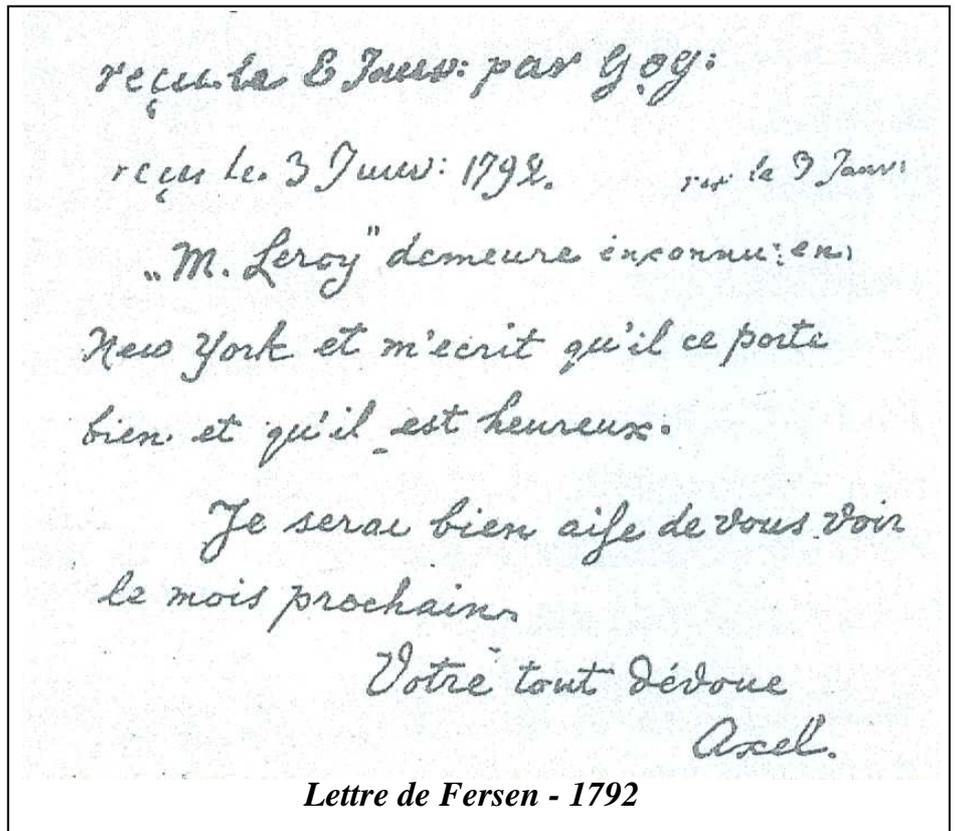
Votre tout dévoué, Axel.

Avant d'entamer la seconde partie de cet article, il faut en corriger les toutes premières erreurs (omissions ou falsifications).

La lettre signée Axel est clairement datée de 1792, grâce à trois mentions

successives. La première, et la plus détaillée : « reçu le 3 janvier par Gog » (Goguelat, secrétaire de la Reine), et plus loin : « reçu le 3 janvier 1792 »

La date de 1809 est donc fautive : mais comme on voulait absolument que le Leroy en question soit le Dauphin, il n'était pas question de mentionner l'année 1792, date à laquelle le fils de Louis XVI était encore aux Tuileries avec ses parents, et nullement à New York.



Par contre, la fin du billet correspond bien à l'annonce de la dernière entrevue de Fersen avec la Reine, qui se déroula secrètement en février 1792.

Notons également les étrangetés orthographiques et les anglicismes « *Votre tout dévoué* », à l'époque « *Very truly yours* », dus à une nette intention de coder la lettre. Fersen était condamné à mort par contumace en France et franchit la frontière en février 92 avec de faux passeports qu'il avait fabriqués lui-même. Madame Poudade, dans un récent article sur ce sujet, a bien mis en lumière les activités d'agent secret du Suédois et sa capacité à déguiser sa correspondance.

Mais reprenons l'article de Van den Weyde :

*« Cette lettre confirme une vieille tradition transmise de père en fils depuis des générations. Voici cette romanesque histoire, telle qu'un vieil habitant de Greenwich Village l'a racontée. »*

*« Tard dans l'automne de 1795, arriva à New York un voilier français, amenant, parmi ses rares passagers, deux hommes et un jeune enfant qui ne se quittaient pas pendant la traversée. »*

*Ce groupe de trois personnes se composait d'un gentilhomme âgé d'une quarantaine d'années, distingué, d'allure militaire ; d'un vieil abbé français portant le costume ecclésiastique, et d'un petit garçon de dix ans environ, d'apparence frêle. Aussitôt débarqué, le plus jeune des deux hommes quitta ses compagnons de voyage pour se mettre en quête d'une habitation convenable. Il découvrit un beau domaine à vendre à Greenwich, quartier situé au nord qui, à l'époque, n'était qu'un village s'élevant à quelques milles de la ville. Il y avait là une belle maison bâtie sur un terrain ombragé de vieux ormes, à l'endroit qui forme aujourd'hui le coin des rues Leroy et Hudson. Très satisfait de sa découverte, il fit immédiatement l'acquisition de ce domaine, meubla la maison et y installa l'enfant et l'abbé, après avoir engagé des domestiques. Les voisins remarquèrent que cet enfant, qu'on nommait Louis Leroy, était traité avec le plus grand respect, non seulement par les domestiques, mais également par l'abbé et par le gentilhomme qui paraissait être son **tuteur**... A en croire la légende, cet enfant n'était autre que Louis XVII... et son **tuteur** était le comte Axel Fersen. »*

Laissons là les suppositions de l'auteur de l'article sur un enlèvement du Dauphin de la prison du Temple, réussi par Fersen, qui aurait corrompu, en 1795, les gardiens de l'enfant ; hypothèse et dates peu crédibles. Et transportons nous, de nouveau, de Paris à New York :

« Quand le Dauphin mourut, ce qui arriva vers l'année 1840, il fut enterré sous le nom de Louis Leroy dans une belle tombe de marbre blanc, au cimetière St John, situé le long d'Hudson Street. Sur le côté de la tombe, on ne voyait que ce seul mot : « **Leroy** » Une petite couronne surmontait ce nom. Une curieuse sculpture – que mes camarades et moi prenions pour un gros poisson, quand, dans notre enfance, nous visitons le cimetière – ornait sa tombe ; la légende relative au Dauphin nous était tout à fait familière, mais nous ne pouvions comprendre à quelle idée, la famille ou les amis de Leroy, avaient obéi en choisissant un poisson comme décoration tombale.

Charles Hemstreet, historien bien connu de New York, dit qu'il était, de longue date, convaincu de l'exactitude de la légende relative au Dauphin.

« Je l'ai entendu raconter pour la première fois, il y a trente ans – dit-il – mais ce récit m'avait laissé incrédule. Cependant, en flânant dans le quartier de Greenwich Village, j'entendis tant de gens âgés la répéter que je la jugeai digne d'être approfondie. La chose, pourtant, me sortit de l'esprit, et ce n'est qu'en **1897** qu'elle me fut remise en mémoire. En septembre de cette année-là, je lus dans un journal que des ouvriers étaient en train de démolir le vieux cimetière qui allait être transformé en jardin public.

(Nota : le fait est exact, non l'année : en effet, le 13 septembre **1896**, le New York Times publiait l'ordre de désaffecter l'Old St John's Cemetery et d'en enlever les corps avant le 15 novembre suivant).

« Quand j'arrivai sur les lieux, je fus scandalisé de voir avec quelle rage des ouvriers s'attaquaient aux plus belles tombes...Je cherchai celle de Leroy dans une partie du cimetière, faisant face à Hudson Street, que les Vandales n'avaient pas encore atteinte. Me dirigeant vers la tombe la plus grande, je ne fus pas surpris d'y voir le nom de « Leroy » La couronne qui le surmontait avait presque totalement disparu par suite des ravages causés par les intempéries.

Sur la tombe, la sculpture, qu'on m'avait décrite comme représentant un gros poisson, existait toujours. Je ne pus alors m'assurer que cette sculpture représentait bien un gros poisson, parce que, de même que la couronne, elle était endommagée par les intempéries ; mais en apprenant par la suite que « dolphin » se dit en Français « Dauphin » mes doutes à ce sujet s'évanouirent. Le nom de Louis Leroy adopté par le jeune Roi transplanté en Amérique, est aussi très significatif. En Français, cela ferait « le Roi ». (cf. Charles Hemstreet's Nooks and Corners of Old New York – 1899).

Van den Weyde conclut son article en déclarant :

*« La lettre de Fersen, qui vient d'être mise au jour à Londres, établit, je suppose de façon définitive, l'identité de Louis Leroy qui vivait incognito à New York dans la première partie du siècle dernier. »*

Dans l'affaire Louis XVII, les certitudes, nous le savons tous, sont rarement établies de façon définitive ; et celle concernant Louis Leroy n'échappe pas à la règle.

## **A la recherche de Leroy**

Si le mystérieux Leroy, qui a écrit à Fersen en 1792, ne pouvait être le Dauphin, puisque Louis Charles était encore avec ses parents aux Tuileries à cette date, qui était donc le correspondant du Suédois ? Et d'abord, était-ce un Français ?

Le nom le donnerait à penser, mais il y avait à New York plusieurs personnages connus portant ce patronyme ; des négociants comme Herman Le Roy, dirigeant à New York la Holland's Company, et, sans doute, d'origine néerlandaise. Très connu également, M. Le Roy, dirigeant de la Salt Company ; enfin, on peut noter Jacob Leroy, à la tête de la firme Jacob Le Roy and Sons, compagnie d'armateurs installée à New York depuis la fin du 18<sup>ème</sup> siècle. C'est cette firme qui donna son nom à la célèbre Leroy Street, où d'aucuns ont voulu voir une allusion au « *dauphin* » Louis Leroy.

Oui, mais... la lettre de Fersen précise que M. Leroy était inconnu à New York. Il ne pouvait donc s'agir d'un individu membre d'une famille bien implantée dans la ville.

Notons également que le récit de Van den Weyde fait mention de deux personnages arrivés en Amérique, avec un supposé « Louis Leroy » ; l'un est un ecclésiastique âgé, mais l'autre a une quarantaine d'années et semble être le tuteur de l'enfant. Il faut s'arrêter à ce mot, traduit de l'américain « Tutor », qui n'a pas le sens juridique du mot tuteur en Français, mais qui signifie : personne qui s'occupe de l'éducation d'un mineur (Oxford Dictionary).

L'abbé d'Avaux, aux Tuileries, et même le savetier Simon, sont appelés « Tutor » dans les textes anglophones.

Ces trois caractéristiques : un quadragénaire, professeur d'un jeune garçon, et apparemment récemment arrivé à New York – où personne ne le connaît – peuvent guider notre recherche.

Retournons à St Mary's College, à Baltimore, premier établissement d'enseignement dirigé par des prêtres catholiques et français. Les archives vont fournir un premier renseignement :

Parmi les nombreux dossiers individuels qui y sont conservés, un nom attire immédiatement l'attention ; il s'agit du dossier de **Michel Victor Le Roy**, réfugié de Saint Domingue, employé comme « Tutor » à Baltimore et qui rentra en France en 1830.

Revenons à la lettre de Fersen, qui écrit « *M. Leroy* », ce qui a toujours été traduit par Monsieur Leroy, expression peu employée au 18<sup>ème</sup> siècle, et encore moins par Fersen, qui l'orthographe alors Mr. Par contre, il peut s'agir de M. Leroy : Michel Leroy

Il faut en conclure que ce n'est pas l'enfant qui s'appelait Leroy, mais bien son « tuteur », Michel Victor Leroy.

## **Michel Victor Leroy, un touche-à-tout talentueux**

C'est en 1791, que Michel Victor Leroy dut s'enfuir de St Domingue après que son jeune frère y ait été assassiné. Les deux frères Leroy, originaires de Lisieux en Normandie, avaient une plantation de canne à sucre assez prospère dans la région de Gonaïves qui fut détruite par les esclaves révoltés. Michel Victor n'échappa aux émeutiers que grâce au dévouement de la vieille cuisinière noire de l'habitation.

Il se réfugia sur le continent américain, à New York, où il fit la connaissance d'André Michaux, le savant botaniste, (dont nous parlerons plus loin), puis à Boston où il se fit professeur, enseignant les langues française, grecque et latine, et parlant, en outre, les langues espagnole et portugaise, apprises à Saint Domingue et dans le cours de ses voyages pour le compte de sa maison de commerce sur les côtes de l'Amérique méridionale et de l'Afrique.

Il se fixa ensuite à Baltimore, où il acquit une propriété et se livra à la botanique et à l'horticulture jusqu'à son retour à Lisieux en 1831. Il mourut dans sa ville natale en 1842.

Est-ce un vague souvenir de la date de son décès qui inspira aux gens de Greenwich Village la date de 1840, rapportée par Van den Weyden ?

Le dossier de Michel Victor Leroy à St Mary's nous montre qu'il avait toujours gardé sa fonction de « tutor » dans ce collège.

Mais, entre Boston et Baltimore, il y a New York, le récit – était-ce vraiment une légende ? – d'une installation à Greenwich Village avec le petit Capet (qui dut ensuite poursuivre son éducation à Baltimore sous la direction de l'évêque John Carroll).

La vocation de Leroy comme botaniste est certainement due à sa rencontre avec André Michaux qui possédait une magnifique pépinière sur une des rives de l'Hudson, à six kilomètres de Greenwich Village.

Faut-il rappeler que Nathalie de Lage, (plus tard Mrs Sumter), avait habité Richmond Hill, à la fin du 18<sup>ème</sup> siècle, également à Greenwich Village, et qu'elle raconta plus tard **avoir vu** un jeune homme dont s'occupait l'évêque, qui ne voulut jamais lui dire si c'était bien le fils de Louis XVI.

Pourquoi ce silence de l'évêque ? Louis XVII aurait-il été en danger en Amérique, ce pays de la liberté ?

Contrairement aux idées reçues, l'Amérique entre les années 1790 et 1800, était un « melting pot » de réfugiés français, de toutes origines, de toutes provenances et la situation politique entre compatriotes y était pleine de bruits et de fureurs, chacun s'accusant de comploter de son côté.

Au sommet de la pyramide – socialement et financièrement parlant – un certain nombre d'émigrés de l'aristocratie, comme la marquise de la Tour du Pin, Talleyrand, le duc de la Rochefoucauld Liancourt, Talon ou Noailles, pour nommer les plus connus, et qui, en général, possédaient encore les restes d'une ancienne fortune, leur permettant de se tirer d'affaire. Ils étaient d'ailleurs les premiers à spéculer sur des terrains achetés pour une bouchée de pain et revendus avec de confortables bénéfices, avec l'aide de Le Ray de Chaumont, également français d'origine, et qui avait mis en coupe réglée les environs de New York.

Plus bas dans l'échelle, les émigrés qui pouvaient, gagnaient leur subsistance en devenant boulangers, restaurateurs, ou s'ils en avaient les capacités, professeurs de langues, de maintien, de danse et autres spécialités fort appréciées des autochtones .

Enfin, une foule indistincte de réfugiés de Saint Domingue, qui se comptaient par milliers, et avaient tout perdu en fuyant leur île. Ceux là quémendaient leur subsistance auprès du Gouvernement américain, ou des Ministres français, nommés officiellement par la Convention et les Comités. Le plus célèbre de ces ambassadeurs était Edmond Charles Genet (le frère de Madame Campan), lequel était rempli de zèle révolutionnaire et rassemblait autour de lui de nombreux compatriotes priés de montrer la même ardeur que la sienne pour les idéaux de la Révolution.

Il est bien évident que les subsides étaient réservés aux plus ardents ou aux plus démonstratifs ; et les fêtes « *carmagnoles* » organisées à Philadelphie, le principal centre d'émigration français, retentissaient de « *ça ira* », de Marseillaises et d'hymnes plus ou moins vengeurs.

Les relations entre ces trois groupes d'émigrés n'étaient pas tendres ; les aristocrates se moquaient de Genêt et de ses acolytes ; quant à Genêt, il soupçonnait tout le monde de comploter contre la République « *une et indivisible* » ; les royalistes se rapprochaient de l'Angleterre, leur ancienne ennemie, contre laquelle notre ambassadeur essayait de fomenter une révolte, tant et si bien qu'il fut expulsé par Jefferson, peu soucieux de complications diplomatiques. Nullement désireux de retomber aux mains de ses anciens collègues jacobins, Genêt n'obtempéra pas, épousa une Américaine et finit par s'installer aux Etats-Unis, en mettant, je suppose, de l'eau dans son vin.

(Cf. l'excellent livre de Frances Sergeant Childs : *French Refugee Life in the United States 1790-1800. An American Chapter of the French Revolution* - Baltimore, John Hopkins Press, 1940).

Dans ces conditions, il était très dangereux pour Louis XVII, s'il vivait aux Etats-Unis, de révéler son existence, et ceux qui s'occupaient de son éducation devaient prendre des précautions drastiques pour l'éloigner de toute curiosité, d'où qu'elle vînt. Et même si Mrs Sumter, avec les meilleures intentions du monde, questionnait à son sujet l'évêque de Baltimore, il n'était pas question de lui répondre ; quant à « *M.Leroy* », il avait intérêt à rester inconnu à New York ; Fersen, au courant de la situation aux Etats-Unis, le souligne immédiatement.

Nous aurons donc autant de difficultés à suivre la piste du petit Capet dans le Nouveau Monde que dans l'Ancien. Et les indices resteront fragiles et sujets à controverses.

## Deux affidés à Charleston : Michaux et Himely

Mais, revenons au botaniste André Michaux, qui joue un rôle inattendu dans cette histoire.

Michel Leroy fut surtout l'ami de son fils, François André Michaux, avec lequel il correspondit et échangea toute sa vie des spécimens d'horticulture. Mais François André, qui avait quitté l'Amérique en 1790, n'y revint qu'aux premières années du 19<sup>ème</sup> siècle. En attendant, nous nous intéresserons à son père qui lui, resta en Amérique jusqu'en 1796.

Né, le 7 mars 1746, à Versailles, à la ferme de Satory, incluse dans le grand parc de Versailles, André Michaux étudia la botanique avec Louis Guillaume Le Monnier, professeur de botanique au Jardin du Roi, puis suivit les cours de Bernard de Jussieu. En 1779, après avoir obtenu son brevet de botaniste, il se rend en Angleterre, revient herboriser en Auvergne, puis dans les Pyrénées, part trois ans en Perse d'où il revient avec un herbier ; il introduisit de nombreuses plantes orientales en France, puis fut envoyé aux Etats-Unis en 1785 par Louis XVI afin d'y rechercher arbres et plantes utiles. Il envoya d'ailleurs beaucoup de semences à Trianon.



*André Michaux*

En 1786, il créa un jardin botanique à Charleston, le « *French Garden* », en Caroline du Sud, point de départ de ses expéditions pour décrire et recueillir beaucoup d'espèces nord américaines et introduire, en Amérique, des spécimens devenus célèbres, comme le gingko biloba ou le lilas des Indes.

C'est à Charleston que nous retrouvons un nom déjà connu dans l'affaire Louis XII, et, curieusement, ce personnage intervient dans l'acquisition du jardin de Michaux dans cette ville. Il s'agit de Jean Jacques Himely, d'une famille suisse plusieurs fois impliquée dans des récits concernant l'exfiltration du petit Capet.

Dans le journal de Michaux, à la date d'avril 1792, il y a cette mention : « *Avril, passé l'acte d'acquisition faite par M. Himely* » La Société Historique de Caroline du Sud, dans un article de son magazine de 1928, déclare ne pas comprendre les raisons de cet achat, jamais confirmé par un acte officiel.

Himely ne conserva cette propriété qu'une dizaine d'années, car, en février 1803, il la transmit à l' « *Agricultural Society of South Carolina* »

On peut remarquer la concordance de date : début 1792, avec la lettre de Fersen concernant M. Leroy. Que préparait-on, peut-être en prévoyant la fin d'une monarchie française très menacée ? Car, Jean Jacques (John James) Himely, lui, n'était nullement botaniste, mais négociant en pendules et horloges, qu'il allait chercher chez son parent Leschot, mari d'une Himely, et revendait aux Etats-Unis.

Il faut rappeler ici le rôle prêté aux Himely dans l'affaire Louis XVII. Cette famille suisse, implantée dans la principauté de Neuchâtel et la vallée de l'Erguel, francophone, mais républicaine et protestante, composée d'officiers au service de la France, de médecins au service de la Prusse, de pasteurs, d'hommes de loi, et d'horlogers célèbres, était réputée avoir accueilli le petit Capet à sa sortie du Temple, l'avoir hébergé, de 1794 jusqu'au mois d'avril 1797, où il aurait été emmené aux Etats-Unis via Hambourg, par Jean Jacques Himely de Charleston. A Genève, de son côté, Naundorf aurait été apprenti chez les Leschot, pour aboutir également dans la vallée de l'Erguel avant de commencer une carrière de prétendant à Berlin.

Les mémoires d'un membre de cette famille, Marie Leschot – qui comportent plus de deux cents pages assez confuses, dont une très petite partie fut publiée en 1900 dans *La Légimité*, publication naundorffiste – témoignent de l'importance que les Himely - Leschot pensèrent avoir dans l'évasion du fils de Louis XVI.

Comprirent-ils exactement les tenants et aboutissants d'une affaire si complexe ? S'ils en tinrent quelques fils, ils ne dominèrent pas le déroulement d'une histoire faite d'intrigues entrecroisées, de manipulations politiques, de détournements et de mensonges.

Il demeure une forte probabilité qu'ils aient joué un rôle, mais pas forcément celui qu'ils avaient cru avoir : plutôt naïfs, très dévoués à la cause qu'ils pensaient servir, ils furent le jouet d'intérêts supérieurs qu'ils ne pouvaient comprendre.

Mais revenons en Amérique, où nous allons retrouver, une fois encore, un lien direct entre André Michaux et Jean Jacques Himely. Dans le journal du botaniste, nous trouvons ces quelques lignes :

« *Le 7, écrit à Himely en Suisse, et à Madame Himely (femme de Jean Jacques) à Charleston.* »

D'après le journal commercial de Leschot, Jean Jacques Himely aurait embarqué en avril 1797 de Hambourg pour Charleston avec un ou deux enfants ( dont Louis XVII) Il était d'ailleurs impossible que l'enfant royal restât en Helvétie, le Directoire ayant envoyé ses armées sous les ordres de Gouvion St Cyr envahir toute la Suisse du Nord.

De Charleston, où il aurait pu être hébergé quelque temps dans le « jardin français » de Michaux, l'enfant pouvait être envoyé par mer à New York, cette fois avec Michel Victor Leroy.

Michaux, lui, était reparti pour la France en 1796, après avoir été expulsé par Jefferson. Notre botaniste était en effet tombé sous l'influence d'Edmond Charles Genet, l'ambassadeur révolutionnaire du Gouvernement français. Rappelons que Genet, essayant de soulever ses compatriotes immigrés aux Etats-Unis contre les intérêts anglais et espagnols, le Gouvernement américain réagit vigoureusement et décida d'expulser les trublions. Michaux dut partir et ne revint jamais en Amérique : c'est son fils François André qui prit la relève des expéditions de son père en 1800.

Faut-il de nouveau observer que le petit Capet, bien qu'arrivé après le départ de Michaux, était toujours aux mains de personnages aux opinions républicaines ? Ce qui, bien évidemment, n'avait rien de scandaleux pour des Américains.

Jusqu'ici, nous n'avons trouvé aucune preuve qu'il ait été en contact avec des royalistes. Bien plus, Nathalie Delage Sumter, ardente catholique et royaliste, s'était vu opposer une fin de non-recevoir par l'évêque de Baltimore.

Plus tard, à l'époque de la Restauration, des bruits circulèrent sur sa présence aux Etats-Unis. L'évêque de Boston, Mgr Jean Louis Lefebvre de Cheverus, aurait affirmé qu'il était vivant. Or, Mgr de Cheverus (1768-1836) n'avait rien d'un fantaisiste : émigré en 1792, évêque américain en 1808, il revint en France où il fut nommé Archevêque de Bordeaux, et, Cardinal en 1836.

Même son de cloche lors d'une réunion en 1817 entre Genet, Réal, Regnault de St Jean d'Angély et l'ancien municipal Baudrais, tous les quatre réfugiés à l'époque aux Etats-Unis.

[Cette réunion est signalée dans le livre de Hanson (*The Lost Prince*) et dans celui de Frédéric Lenormand (*Douze tyrans minuscules*)].



*Michel Regnault-Saint-Jean-d'Angely  
(1761-1819), Comte d'Empire*

Autre témoignage, du Dr W. Francis, présent à une conversation avec M. Genet, se rapportant au Dauphin.

Il rapporte qu' « en l'année 1818, il y eut une réception chez le Dr Hosach, à New York, à laquelle étaient présents, outre lui-même, le Dr Macneven, le Conseiller Sampson, Thomas Cooper, de Carlisle, le comte Jean d'Angly (Regnault de Saint Jean d'Angély) et M. Genet, autrefois ambassadeur de France. Au cours de la conversation, le sujet du Dauphin fut abordé, et l'on s'enquit de son sort. A la fin, Genet dit très distinctement :

« Messieurs, le Dauphin de France n'est pas mort, mais a été emmené en Amérique. » M. Genet informa la compagnie que le Dauphin était dans le « Western New York » et que le Ray de Chaumont (le spéculateur sur les terrains new-yorkais) savait tout à ce sujet. »

Malgré ces témoignages, il est vrai peu précis, c'était toujours le silence du côté des « tutors » de l'enfant.

On doit ici signaler que le principal faux dauphin américain, l'Indien Eleazar Williams, lorsqu'il se persuada – dans les circonstances que nous allons rapporter – d'être le fils de Louis XVI, fut saisi d'un effroi insurmontable, craignit d'être poursuivi et exécuté et se cantonna plus tard dans un discours prudent.

## Un ennemi irréductible de Bonaparte : Limoëlan de Clorivière

A Baltimore, va arriver un personnage haut en couleurs, un ennemi fanatique du premier consul, un des auteurs de l'attentat de la rue St Nicaise en 1799, Joseph Pierre Picot Limoëlan de Clorivière, qui échappa de peu à la guillotine et s'enfuit aux Etats-Unis, où il entra en 1808 au séminaire de Baltimore.

Du même âge que Chateaubriand, il avait été son condisciple au collège de Rennes. Voici ce qu'en dit l'auteur des Mémoires d'Outre-Tombe :

*« Il chouanna dans les environs de Saint Méen et de Gaël et devint adjudant général de Georges Cadoudal... A la fin de 1799, alors que la plupart des autres chefs royalistes se voyaient contraints de déposer les armes, il refusa d'adhérer à la pacification et vint à Paris. Il était à la veille d'épouser une charmante jeune fille de Versailles, Mlle Julie d'Albert, lorsque, eut lieu, rue Saint Nicaise, l'explosion de la machine infernale (3 Nivôse An VIII - 24 décembre 1799). Limoëlan avait été l'un des principaux agents du complot ; grâce au dévouement de sa fiancée, il put échapper aux recherches de la police, gagner la Bretagne et s'embarquer pour l'Amérique. Son premier soin, en arrivant à New York, fut d'écrire à la famille de Mlle d'Albert, lui demandant de venir le rejoindre aux Etats-Unis, où le mariage serait célébré. La réponse fut terrible pour Limoëlan. Mlle d'Albert... avait fait vœu de se consacrer à Dieu si son fiancé parvenait à s'échapper. Fidèle à sa promesse, elle le suppliait d'oublier le passé pour ne songer qu'à l'avenir éternel. Le jeune officier entra en 1808 au séminaire de Baltimore. Commencant une vie nouvelle, il abandonna le nom de Limoëlan pour prendre celui de Clorivière, sous lequel il est uniquement connu aux Etats-Unis. Il fut ordonné prêtre en 1812 et devint curé de Charleston. (Toujours Charleston !)*

*Lorsque, deux ans plus tard, l'abbé de Clorivière apprit la restauration des Bourbons, le chef royaliste se retrouva sous le prêtre, et il entonna avec enthousiasme dans son église un Te Deum d'actions de grâces. »*

Ce curieux personnage, mi-prêtre, mi-aventurier, eut un parcours étrange sous la Restauration.

En 1814, il se rendit à Londres, alors que les puissances coalisées, sous l'influence de Talleyrand, décidaient d'installer à nouveau les Bourbons sur le trône.

On sait qu'à cette époque, un prétendant se serait présenté à l'ambassade de France à Londres ; on aurait jugé ses arguments suffisamment sérieux pour en faire part à Louis XVIII, alors en exil à Gand. En recevant la lettre de ce prétendant, (dont, par ailleurs, nous n'avons aucune description), le Roi aurait déclaré devant son secrétaire en tapotant sa poche :

*« J'ai là le certificat de décès officiel de mon neveu : tous ceux qui pourraient se présenter sont donc des imposteurs. »*

En 1815, on retrouve Clorivière en France. Aurait-il accompagné le fils de Louis XVI dans une tentative pour se faire reconnaître par sa sœur, tentative mal reçue par la duchesse d'Angoulême et vite interrompue par la police de Louis XVIII ? (cf. le témoignage de M. de Pons).

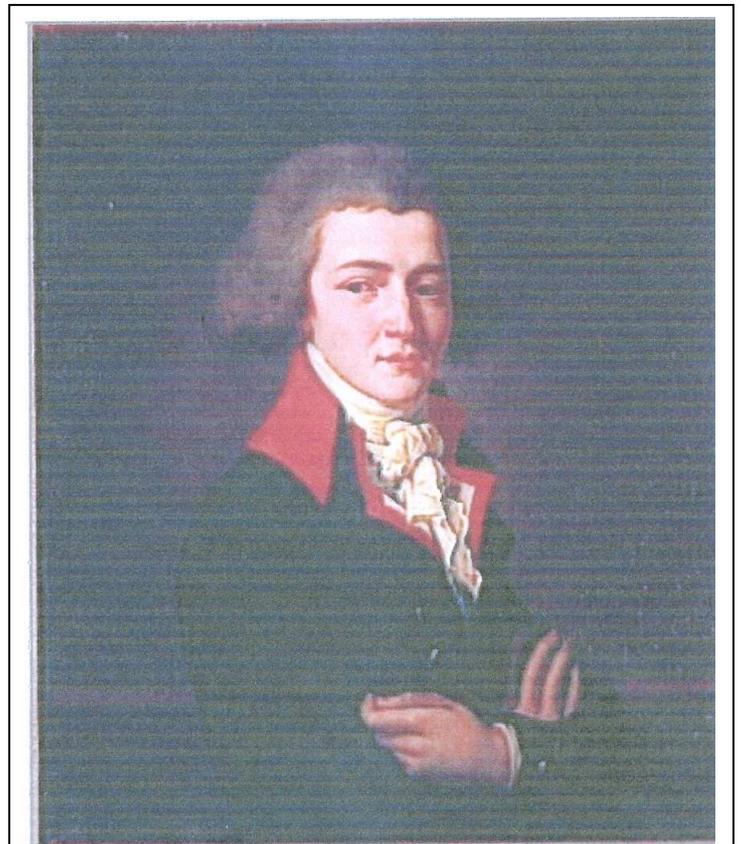
Ce voyage à double détente tendrait à le faire croire. Mais là encore, ce ne sont qu'hypothèses, trop incertaines pour qu'on puisse y insister.

Un an plus tard, le père de Clorivière rentrait définitivement aux Etats-Unis.

## Où l'on retrouve le futur Louis Philippe

Expulsé de France par le Directoire, Louis Philippe d'Orléans s'embarqua pour les Etats-Unis le 24 septembre 1796, à partir d'Hambourg, sur le vaisseau « America ». Ses jeunes frères, Montpensier et Beaujolais, tous deux libérés de leur prison de Marseille, s'embarquèrent également pour rejoindre leur frère aîné : à cause des vents contraires, ils n'arrivèrent aux Etats-Unis qu'en février 1797 et rejoignirent Louis Philippe.

Les trois frères Egalité – c'est ainsi qu'ils se présentaient aux Américains – commencèrent alors un long périple à



*Louis-Philippe Jeune*

travers l'Amérique. Ils visitèrent l'Asylum, petite colonie créée sur la rivière Susquehanna, par Talon et Noailles, pour abriter la malheureuse Reine de France, au cas, peu vraisemblable, où elle aurait pu s'enfuir... Les trois frères s'intéressèrent fort aux tribus indiennes et à leurs mœurs, ce qui n'est pas sans intérêt pour la suite de cette histoire. Après un retour à Philadelphie, où régnait la fièvre jaune, à New York et à Boston, ils revinrent vers le sud des Etats-Unis et arrivèrent à la Nouvelle Orléans en février 1798, d'où il voulaient s'embarquer pour La Havane, afin de trouver place sur un navire pour l'Espagne où leur mère s'était réfugiée. Ils y restèrent cinq semaines, mais on leur refusa le passage : ils durent revenir à New York, d'où ils s'embarquèrent pour Londres.

## La légende de Bellanger, sauveur du Dauphin

A la Nouvelle Orléans plusieurs habitants se nommaient Bellanger, ce qui dut attirer l'attention de Louis Philippe ; on se souvient du fameux Bélanger, premier architecte du comte d'Artois, Commissaire civil de la Commune, qui fut un des derniers visiteurs de l'Enfant du Temple en 1795.

Ce Bélanger était un curieux personnage, qui donna, sur sa rencontre avec le jeune prisonnier, un témoignage non signé. L'enfant, pâle et souffrant, d'après lui – mais on savait en 1817 que sa mort était proche – parlait aimablement et lisait les contes de Marmontel ! Bélanger se fit tirer l'oreille pour signer sa déposition et sa réponse ressemble fort à une tentative de chantage. Lisez-le plutôt, sous la plume de Simien Despréaux :



*François-Joseph Bélanger*

« Le susdit Monsieur Bellanger, demeurant Faubourg Poissonnière n°13, m'a protesté que **lorsqu'il serait appelé comme architecte** chargé du soin de l'inhumation des Princes et Princesses de la famille royale, **il confirmerait**, en présence de Monseigneur le Garde des Sceaux, **tout ce qui, dans sa déposition, peut être utile à l'enquête dont on s'occupe...** »

(Cité par Michelle Védrine : *Le petit Capet, Roi de France – Enquête sur un secret d'Etat*).

Il faut d'ailleurs se méfier des homonymies, car François Joseph Bélanger, architecte et décorateur néo-classique, ne mit jamais le pied aux Etats-Unis. On va pouvoir, presque aussitôt après le retour des trois frères Egalité en Angleterre, assister à la naissance d'une légende.

Leur mère les avait rejoints à Londres, (Montpensier y mourut en mai 1807 et Beaujolais à Malte début 1808). Le futur Charles X les avait reçus à leur arrivée en 1800 et, curieusement, depuis cette entrevue, des bruits commencèrent à courir depuis le refuge des Bourbons à Holyrood sur l'arrivée du Dauphin en Amérique avec... Bellanger !

Un *affidavit* (témoignage certifié) d'une certaine Margaret Brown, de la Nouvelle Orléans, ne contribua pas peu à répandre ce bruit :

Ecossaise d'origine, veuve d'un certain Joseph Deboit († en 1810), qui était au service du comte d'Artois en Ecosse, elle-même était auprès de la Duchesse d'Angoulême à Holyrood. C'est là qu'elle entendit la Duchesse dire que son frère était sain et sauf en Amérique. Dans son entourage, on attribuait à Bellanger le fait de l'avoir emmené aux U.S.A.

Ce qui était naturellement faux, du moins quant à François Joseph Bélanger.

Ce bruit se renforça, en 1848, quand un journal américain publia qu'un certain Bellanger venait de mourir à la Nouvelle Orléans, en confessant à sa dernière heure qu'il avait amené le Dauphin en Amérique. Il avait fait, en présence de témoins, la déclaration suivante :

« *Il était en France à l'époque de la première Révolution, et en rapport avec quelques chefs éminents du parti populaire ...* » (L. de La Sicotière, *Les faux Louis XVII – Ed. de 1882*).

La suite du récit rejoint l'histoire d'Eleazar Williams, dont il est largement inspiré.

Mais la première phrase pourrait se référer à une lettre de Tallien à Cambacérès de fin décembre 1793 (lettre signalée par Madame Thérèse Poudade) :

Au moment où, de Bordeaux, Jean Lambert Tallien est rappelé à Paris par le Comité de Salut Public qui l'accuse de modérantisme, il prétend avoir un atout dans son jeu parce que : « *l'enfant* » avec une femme est arrivé dans le port et qu'il peut tout dévoiler.

S'agit-il, comme le croit sa biographe, de Louis XVII ? Ou d'un enfant caché d'un des membres du Comité ? C'est en tout cas un enfant qu'on va embarquer vers les îles. Et Thérèse Poudade se demande si l'évasion était possible fin décembre, ce qui expliquerait bien des mystères début janvier : le départ de Simon, du Dr Thierry, les abat-jour remis, etc...

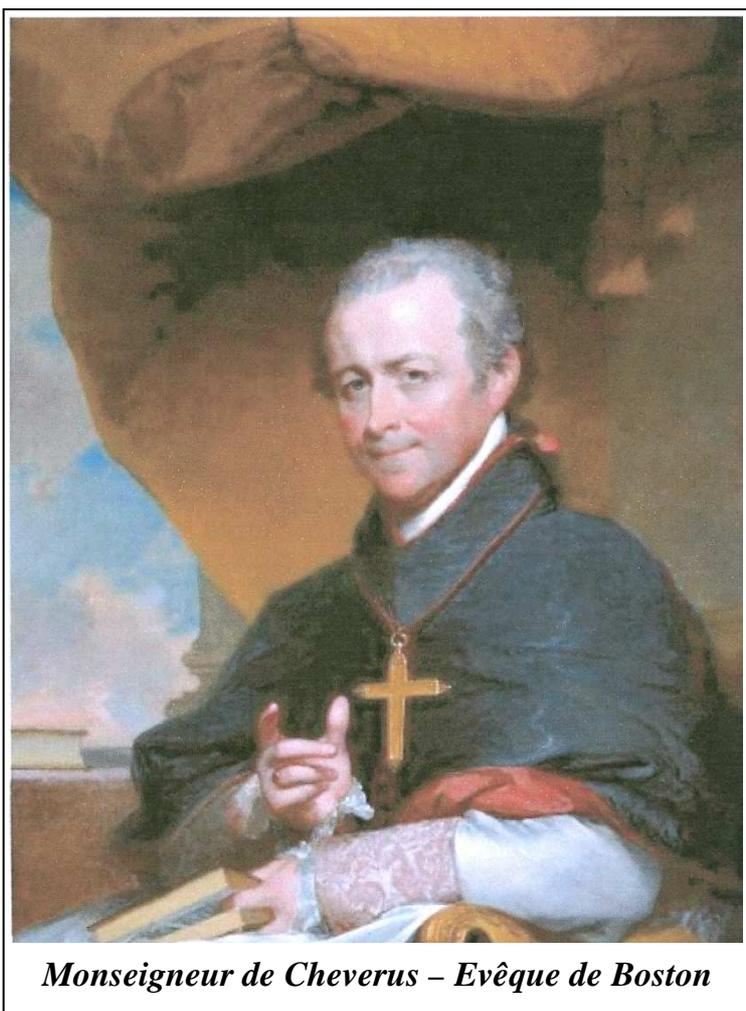
Certains textes signalent en tout cas l'arrivée à Cuba, puis en Louisiane, d'une femme avec un enfant, tous deux non identifiés. Cette histoire rejoint plus ou moins celle de la confession ante mortem du Bellanger de la Nouvelle Orléans. Mais, entre 1793 et 1848, bien de l'eau avait coulé sous les ponts des rivières de Louisiane...

Revenons à Eleazar Williams, qui, lui aussi, se prétendra sauvé par Bellanger !

Probablement né au Canada vers 1789 et adopté par un Indien du nom de Williams, Eleazar prétendit avoir tout oublié des circonstances de son enfance jusqu'à treize ou quatorze ans après être tombé sur la tête (sic), ce qui n'arrangea pas, on le conçoit, le cours de ses idées.

Elevé au collège de Dartmouth, il servit comme espion et soldat des forces américaines pendant la guerre de 1812. Il devint ensuite missionnaire épiscopalien et s'employa à aider les tribus indiennes dépossédées de leurs terres au Nord de l'Etat de New York en les aidant à s'installer plus à l'ouest, dans le Wisconsin. Il tenta même, sans succès, de créer un « empire » indien, mais le Secretary of War John C. Calloun, s'il était satisfait de voir les Indiens partir vers l'Ouest, n'avait aucune intention de favoriser un quelconque « empire » iroquois. (*Appleton History*)

C'est vers 1818 qu'Eleazar fit la connaissance d'un certain abbé Richard, ami de l'abbé de Calonne, frère de l'ancien ministre de Louis XVI. Ce prêtre catholique de Montréal, autrefois pasteur méthodiste, lui raconta que l'abbé de Calonne lui avait souvent parlé d'une personne « *dont la vie était entourée d'un grand mystère concernant son arrivée en Amérique* » mais répondait, à toutes les questions, que son « *opinion était largement conjecturale* ».



*Monseigneur de Cheverus – Evêque de Boston*

Richard ajoutait que l'abbé pensait que le Dauphin de France était toujours vivant, et que l'évêque Cheverus de Boston, [Mgr de Cheverus], avait la même opinion et avait essayé, en 1807, de trouver où il pouvait bien être tenu au secret.

Naturellement, Eleazar Williams, enfant adopté, qui ignorait qui étaient ses véritables parents – l'abbé Richard lui ayant dit qu'il avait eu « *une naissance mystérieuse* » – en conclut qu'il pouvait fort bien lui-même être Louis XVII.

(J.Hamann ; M.Etienne – *Louis XVII et les 101 Prétendants*)

Homme naïf, crédule, d'une sensibilité exacerbée et d'un mysticisme exalté, Eleazar Williams, qui avait échoué à se fabriquer une naissance légitime et à créer un « *empire indien* », devint la proie de ses rêves et entraîna, dans un scandale inattendu, un des fils de Louis Philippe, âgé de 23 ans et sans doute peu circonspect.

## Etranges recherches du prince de Joinville

Le jeune Prince de Joinville était, en effet, arrivé aux Etats-Unis en octobre 1841, désireux, paraît-il, de se documenter sur l'histoire de l'occupation française au Canada et des Français en Amérique. Il rencontra Williams (par hasard ?) sur un bateau, le suivit jusque dans sa demeure reculée de Green Bay, et parla longuement avec lui de la Révolution Française.

(*La Sicotière*, op. cit.)

L'imagination d'Eleazar s'enflamma, et après le départ de Joinville, il prétendit que le Prince, sous le sceau du secret, lui aurait révélé qu'il était lui, Williams, le fils de Louis XVI : en conséquence de quoi, il lui aurait demandé de renoncer à ses droits et de le confirmer en signant un parchemin ! Magnanime, Eleazar aurait poliment refusé...

Cette histoire fut montée en épingle par le révérend Hanson, son biographe, et, « volens, nolens », Joinville fut mis en demeure de s'expliquer. Il le fit, mais assez tard, après la chute de la royauté orléaniste, et la mort de son père, en 1850, à Claremont. Par la plume de son secrétaire, M. Trognon, il adressa un démenti plutôt embarrassé à l'éditeur du *Monthly Magazine* (n° du 9 février 1853).

Si Joinville nia les pseudo révélations sur la naissance royale de l'Iroquois, il ne put contester les demandes d'échanges de documents qu'avaient décidé les deux hommes sur l'établissement des Français en Amérique du Nord.

Lorsque l'on sait que la documentation sur les émigrés français sur le Nouveau Continent ne manquait pas en France au 19<sup>ème</sup> siècle, on peut se demander les raisons du voyage du Prince en 1841.

Rappelons que Louis Philippe lui-même avait fait un voyage d'investigation, de 1797 à 1800, avec ses frères, qu'il avait rencontré des tribus indiennes et tout ce que l'Amérique du Nord comptait comme personnages importants et bien renseignés.

Pourquoi son fils, revenu aux Etats-Unis, chercha t-il à se documenter également ? Pourquoi rencontra t-il un étrange métis indien qui cherchait à percer le mystère de ses origines ?

Voici ce que publia le New York Times du 5 avril 1853 (traduit de l'américain) :

M. James O. Brayman, éditeur du *Buffalo Courier*, a déclaré que « *le Prince, fin 1841, faisait une enquête sur Williams et désirait le voir ; de notre conversation avec le Prince de Joinville, nous n'avons pas eu d'autre impression que la suivante : la personne sur laquelle il enquêtait lui avait été recommandée comme quelqu'un, qui, de par sa familiarité avec l'Ouest, était qualifiée pour l'aider dans les recherches qu'il faisait.* »

Que cherchait le Prince de Joinville, ou plutôt, **qui** cherchait-il ?

Il était, à 23 ans, certainement envoyé par son père.

Quelles étaient les intentions réelles de Louis Philippe en envoyant son fils en Amérique ? En 1841, le Roi, déjà très contesté, craignait-il l'arrivée inopportune d'un rejeton royal de la branche aînée débarqué des Amériques ? Ou des révélations gênantes sur sa survie, ou, pourquoi pas, une éventuelle descendance ?

On peut vraiment tout supposer.

La seule chose sûre dans cette histoire, c'est qu'Eleazar Williams ne pouvait être Louis XVII, car il avait les yeux « Hazel » (couleur noisette), ce qui le range définitivement dans la catégorie des faux Dauphins. Mais il eut un certain succès aux Etats-Unis, où il a encore des partisans.

Quant à l'histoire de Bellanger, elle s'éteignit d'elle-même en France, sous la Restauration, car le personnage survécut jusqu'en 1818, et ne se vanta jamais d'avoir sauvé le Dauphin. Le Bellanger des Etats-Unis lui survécut davantage.

C'est au 19<sup>ème</sup> siècle que bien des pistes, qui auraient pu conduire au fils de Louis XVI, ont été occultées par les proclamations, les revendications, les procès qui répandirent dans les journaux et le Public les thèses des faux Dauphins. Jacques Hamann et Maurice Etienne en comptèrent 101 ; ce chiffre est largement dépassé, puisque bon an, mal an, d'autres personnages se manifestent, essayant de prouver leur royale origine. Articles, blogs, forums sur Internet, tout leur est bon.

Et dans un bruit médiatique presque permanent, se perd la petite musique d'une recherche prudente sur les traces d'un homme qui a vécu caché, reclus peut-être, menacé sûrement, et s'il a vécu longtemps, peu désireux de régner dans un monde qui l'avait oublié.

Si c'est l'Amérique qui lui a offert un abri, on ne trouve de son existence qu'une empreinte en creux : on croit se rapprocher de lui, on rassemble des présomptions, on situe des lieux, des personnages qu'il aurait pu connaître : mais la preuve ultime se dérobe, le petit Capet vous file entre les doigts comme le lièvre de Mars, et il ne vous reste plus, comme Alice, qu'à courir derrière lui, en essayant d'échapper à tous les pièges du Wonderland .

# Les rendez-vous de Mons



**Par Thérèse Poudade,  
*Agrégée de l'Université,*  
*Membre du Cercle***

Notre premier article ne faisait qu'effleurer la question suivante : le Comte Axel de Fersen, organisateur de la fuite de la famille royale et rédacteur du *Manifeste de Brunswick*, si préjudiciables à la monarchie ; cet agent secret du Roi de Suède et de la Grande Bretagne, le fut-il aussi du Comte de Provence, futur Louis XVIII ?

Pourquoi pas ? rétorqueront les serviteurs d'une Histoire revue et corrigée par les imagiers d'Epinal. Est-ce déshonorant de servir le frère du Roi martyr, le débonnaire souverain de la Restauration, soucieux d'unifier une France si longtemps déchirée, au point de manifester une étrange mansuétude envers les pires terroristes de la révolution ? (Fouché, Barras, Tallien, ...).

Certes, le vieux Roi, mûri par une vie errante à travers l'Europe, par des chagrins personnels et d'indéniables problèmes de santé, ne se confond que très partiellement avec le jeune Comte de Provence, ambitieux, sans grands scrupules, et d'une fausseté extrême.

Caricature méchante, due à la malice de ses adversaires ? Eliminons donc l'expression favorite de Napoléon « *Faux comme Monsieur* » ; un rival politique se montre rarement impartial... Ne retenons que ce passage d'une lettre de Marie Antoinette à la Princesse de Lamballe, alors en Angleterre. Elle écrit à cette amie, fidèle jusqu'à la mort, en toute confiance :

« *Soyez sûre qu'il y a, dans ce cœur-là, plus d'ambition personnelle que d'affection pour son frère, et certainement pour moi. Sa douleur a été, toute sa vie, de n'être pas né le maître et cette fureur de se mettre à la place de tout ne fait que croître depuis nos malheurs qui lui donnent l'occasion de se mettre en avant.* »

Ce jugement, si lucide, trouvera bien des échos chez ses contemporains qui connurent intimement Monsieur. Nous ne retiendrons pas les témoignages de ceux qu'il déçut plus tard, comme Montgaillard, personnage au demeurant assez trouble. Nous préférons nous fier aux souvenirs de Monsieur de Bouillé, honorable militaire, et de son fils



*Le Comte de Provence (Monsieur)*

Louis. Il y est question de l'affaire Favras, du rôle joué par Monsieur pour enlever son frère et régner à sa place, et enfin de sa joie mal dissimulée après son arrestation à Rennes.

On pourrait ajouter cette confidence de Louis XVIII lui-même, dans un de ses rares moments de sincérité : « *Toute ma vie, j'ai joué la comédie.* »

D'ailleurs, Louis XVI ne se méfiait-il pas de son frère ? Dans le cas contraire, pourquoi lui aurait-il caché la destination de leur fuite en juin 1791 ?

Voici ce qu'écrit Monsieur, dans la « *Relation* » de son départ, (Il s'agit de la dernière soirée de la famille royale aux Tuileries) :

« *Nous soupâmes et nous restâmes tous les cinq ensemble jusqu'à près de onze heures. Quand le moment de la séparation fut venu, le Roi, qui jusque là ne m'avait pas fait part du lieu où il allait, m'appela, me déclara qu'il allait à Montmédy, et m'ordonna positivement de me rendre à Longwy en passant par les Pays Bas autrichiens.* »

Si le secret avait été si bien gardé, ce « Longwy », petite bourgade sans grand intérêt, encore plus à l'est que Montmédy, a dû porter un coup terrible à notre ambitieux. Cette nouvelle contrariait ses plans. En effet, dans sa *Relation*, il nous avoue travailler à son évvasion du Palais du Luxembourg depuis novembre 1790. A cette époque, un premier projet – par lui connu – aurait consisté en la fuite du Roi vers Metz, tandis que la Reine et ses enfants, par mesure de sécurité, rejoindraient le Luxembourg. Ce projet fut éventé.

Monsieur songeait, depuis cette date, à franchir la frontière et à prendre la tête de l'Emigration pour remplacer son impétueux frère, le comte d'Artois, dont il était loin d'approuver les initiatives. Sa marge de manœuvre se révélait étroite : précéder le départ du Roi le déconsidérerait aux yeux des émigrés ; il fallait attendre celui-ci, et cependant s'en démarquer.

Le lundi de Pentecôte, la Reine lui aurait confié leur départ imminent. Avec son ami d'Avaray, il essaya d'obtenir, de l'ambassadeur Lord Gower, un passeport anglais. En vain, paraît-il. Ils utiliseraient donc celui de la favorite de Monsieur, Madame de Balbi, daté du 23 avril et soigneusement gratté. C'est d'autant plus étrange que la dame en question en aurait eu besoin, car elle partit pour Bruxelles le 1<sup>er</sup> juin. Marie Antoinette,

ce même jour, lui avait remis une lettre pour son ancien mentor, Mercy-Argenteau, résidant à Bruxelles.

Monsieur avait envoyé sa favorite en éclaireur, comme nous le voyons, en direction des Pays-Bas autrichiens. C'est là qu'il comptait se rendre. Or, Longwy n'était nullement la direction menant à Bruxelles. Et s'il écrit, en 1823, dans la *Relation* de sa fuite que le Roi lui ordonne d'aller à Longwy, « *par les Pays-Bas autrichiens* », il est permis d'en douter fortement.

A cette date, hélas, personne ne pourra le contredire. Tous les témoins de ce dernier souper ont péri tragiquement : le Roi, la Reine, Madame Elisabeth. Quant à Madame Royale, l'heure tardive ne permettait pas à cette enfant d'y assister.

Il n'a jamais été question de ce curieux itinéraire.

Le 14 juin 1791, Fersen écrit d'ailleurs à Monsieur de Bouillé :

« *Avez-vous songé que Monsieur arrivera aussi et pouvez-vous le loger dans Montmédy, ou bien on le mettrait à Longwy. Monsieur prendra une autre route que le Roi.* »

Assurément, mais pour se rendre à Longwy ! Sans doute par la route de Reims, qui avait d'abord été envisagée pour le Roi. Croirait-on, en effet, Louis XVI, si versé en géographie, assez ignorant pour ordonner à son frère un itinéraire aussi illogique : aller de Paris en Belgique, pour redescendre ensuite sur Longwy ? Pour trouver un équivalent actuel, imaginons un infortuné voyageur, parti de Marseille pour rejoindre Nice et obligé de passer – en train – par Lyon !

On pourrait, même si l'argument est de mauvaise foi, alléguer un vif souci du Roi pour la sécurité de son frère ; ne serait-il pas plus à l'abri dans les Pays-Bas autrichiens qu'en France ? Certes, mais réfléchissons : le Roi s'exposerait à traverser la Champagne, en passant par Varennes et Dun, où l'on ne pouvait pas relayer, tenant plus à la sécurité d'un frère (sur qui il ne se fait pas d'illusions et à qui il n'a jamais voulu confier la moindre parcelle de pouvoir) qu'à celle de la Reine et du Dauphin !

## De curieuses retrouvailles

Dans le journal d'Axel de Fersen, nous lisons, à la date du 22 juin, (nous conservons la ponctuation plutôt fantaisiste et les abréviations) :

« *Le 22 beau fait très froid la nuit arrivé à Mons à 6h : Sullivan, Balbi, Monsieur, beaucoup de Français fort contents* »

Notre Suédois abrège habituellement en Sullivan le nom de sa maîtresse, Eleanor Sullivan, compagne du maître espion anglais « *the fish* », Quentin Crawford.

Il abrège en Balbi, Madame de Balbi, Anne de Caumont La Force, favorite de Monsieur.

Laide, mais spirituelle, elle s'était débarrassée d'un mari encombrant en le faisant enfermer pour folie. Richement entretenue par le comte de Provence, qui payait ses dettes de jeu et ses nombreuses et magnifiques demeures – la dame se lassant vite de ses habitations – c'était une femme d'influence.

Curieuse réunion matinale à Mons ! Un pur hasard ? La légende romanesque qui transforma le bel Axel en sigisbée de la Reine, le fait appartenir à sa coterie, non à celle de Monsieur.

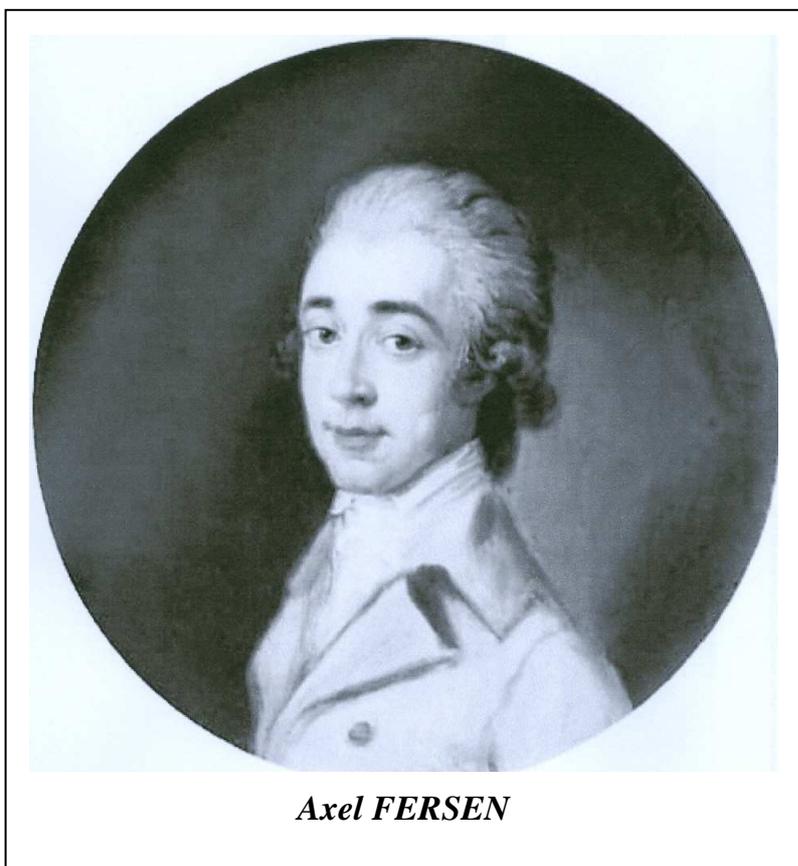
Et pourtant, depuis 1790, un lien secret existait entre eux. La correspondance de notre Suédois nous révèle que pendant l'été 1790, à Auteuil, il fréquentait le salon de... Madame de Balbi, dont il admirait les « *agencements* ». Or le chemin vers Monsieur passait par sa favorite.

Habitué au double jeu de l'agent secret, Axel pouvait fort bien, là encore, jouer sur deux tableaux : conseiller la Reine, servir Monsieur. On peut rétorquer par l'argument suivant : Monsieur avait, malgré ses efforts, toujours tenu un rôle plutôt obscur. N'était-ce pas un mauvais calcul ?

Fersen était trop intelligent pour ne pas comprendre que les temps avaient changé.

Depuis 1789, il sentait la situation si compromise en France qu'il avait voulu retourner en Suède. Mais les ordres de Gustave III étaient formels : il devait rester et lui envoyer des rapports quotidiens.

Sa correspondance avec son souverain prouve qu'il ne croyait



*Axel FERSEN*

pas en la reconquête pacifique du royaume par Louis XVI, depuis Montmédy ou toute autre ville française. Il écrit en effet, à Gustave III le 7 mars 1791 :

« *Jamais le Roi ne sera Roi par les Français et sans des secours étrangers.* »

Louis XVI avait sans doute confiance en Fersen, mais il ne se laissait pas influencer. Quant à la Reine, elle n'était pas aussi gouvernable qu'il l'eût souhaité. Il devait sans cesse partager son influence avec Mercy-Argenteau, fidèle interprète de la politique autrichienne. Lorsqu'il avait proposé de confier le Dauphin, pour sa sécurité, au Royal Suédois, l'ancien ambassadeur avait trouvé l'idée choquante, et la Reine s'était vite rangée à son opinion. L'Autriche « *régentait* », mais son appui semblait illusoire. Que représentait la Reine dans le jeu international ? Certainement moins que jadis, du vivant de l'Impératrice Marie Thérèse et de Joseph II.

La donne avait changé. Monsieur, par contre, se frayait lentement un chemin estimable. Il avait pris pour confident Gustave III, à qui il écrivait quasi quotidiennement. C'était un second lien avec Fersen. Tous les trois ne rêvaient que d'interventions armées.

Journellement en rapport avec les Crawford, Fersen avait pu juger du pouvoir politique et financier de l'Angleterre. Il en était de même de Monsieur, qui, conscient de sa maîtrise sur le plan international, correspondait depuis 1790 avec les Malmesbury, ce qui était plus habile et plus prudent que de s'adresser à Pitt lui-même.

D'ailleurs, l'Angleterre, qui avait jadis placé tous ses espoirs dans une régence de Philippe d'Orléans, (Egalité), avait fini par découvrir son manque d'envergure. Monsieur paraissait autrement plus fin, plus actif (par écrit), plus réaliste, ce que corroboreront les éloges contenus dans les lettres de Coblençe, du 20 octobre 1791 et du 26 mai 1792, de Lord Malmesbury au Duc de Portland. En 1791, l'Angleterre s'intéressait à Fersen également.

## Les alibis d'Axel de Fersen

Le 22 juin 1791, à Mons, notre Suédois ne se contente pas d'écrire dans son journal, il envoie une missive à son père que nous reproduisons textuellement :

« *Le Roi et toute sa famille sont sortis de Paris, heureusement, (sans problèmes), le 20 à minuit. Je les ai conduits jusqu'à la première poste. Dieu veuille que le reste de leur voyage soit aussi heureux. **J'attends ici Monsieur à tout moment.** Je continuerai en-*

***suite ma route le long de la frontière, pour rejoindre le Roi à Montmédy, s'il est assez heureux pour y arriver. »***

Nous avons porté en gras les phrases les plus troublantes.

D'abord, l'organisateur de la fuite royale ne croit pas à sa réussite, c'est un comble ! Ensuite, la collusion avec Monsieur paraît évidente « *J'attends ici Monsieur* » « *ensuite* » le Roi à Montmédy, comme si le Roi passait en second...

Or, la lettre est plus proche de la vérité que le journal. Fersen n'a pas trouvé Monsieur à six heures du matin à Mons. Il l'a attendu. La Relation de 1823 le confirme.

Monsieur, arrivé à Mons, rencontre Madame de Balbi (par hasard ?) ; elle avait quitté Bruxelles (par hasard aussi ?). Bref, fatigué de son voyage, il se repose « *Je dormis environ six heures* » et il ajoute plus loin « *Un moment après que je fus levé, je vis arriver le comte de Fersen.* »

Comment se fait-il que ce dernier se trouve à Mons ? Organisateur de la fuite, chevalier servant de la Reine, n'aurait-il pas dû galoper jusqu'à Montmédy – par une autre route – pour arriver avant la famille royale et rencontrer Monsieur de Bouillé ?

Dans son journal, il nous dit avoir loué un logement à Montmédy. Hélas ! Nous n'en avons aucune preuve, alors que son livre de comptes est un modèle du genre. Alibi, ce logement ?

Le comte de Fersen n'a aucune raison valable de se trouver à l'étranger ce 22 juin 1791, d'autant plus qu'il note dans son journal :

« *D 19 (dimanche 19) Temps gris chez le Roi emporté 800 L. (livres) et les sceaux* » (pas de ponctuation).

Si Louis XVI a donné une telle marque de confiance, ce n'est pas pour qu'il emporte les sceaux à l'étranger...

## **Quelques contre vérités du Comte de Fersen**

Dans ce rendez-vous de Mons, il y a une quatrième personne que les historiens occultent : Eleanor Sullivan. Elle aussi, comme Madame de Balbi, se trouvait-elle par hasard dans les Pays Bas autrichiens, en villégiature ?

Si l'on consulte le journal de Fersen, on s'aperçoit que, jusqu'au 20 juin, la belle Eleanor demeure à Paris, dans l'hôtel particulier de Craufurd, où Axel vient « *dormir* »

presque tous les soirs. On finit, d'ailleurs par se demander si le rusé Ecossais est vraiment rentré de son voyage en Angleterre, fin mai, où il apporta les plans de la fuite à William Pitt.

Quoiqu'il en soit, Fersen écrit dans son journal :

« L.20 (lundi 20 juin), rentré faire partir ma chaise, **leur** donner mon cocher et mes chev. (chevaux) : pour partir allé prendre la voiture. »

D'après son journal, il est entre 8.3/4 (20h 45) et 10. 1/4 (22h15), heure à laquelle il revient aux Tuileries.

Il s'agit de deux véhicules, sa chaise qu'il n'utilisera pas, ayant emprunté la « voiture » pour à 11.1/4 (23h15) emmener les enfants royaux :

« Les enfants sortis, emmenés sans difficulté ». Alors, à qui a-t-il prêté sa chaise, son cocher et ses chevaux ?

Lorsque Madame Söderjhelm s'est penchée sur ce passage très embrouillé de son journal, par l'absence de ponctuation notamment, elle a mis une note au mot « leur » :

« M. Crawford et Mme Sullivan qui partirent le 20 ». Ce « leur » est-il bien correct ?

Craufurd, le richissime nabab, (son surnom des Indes, milliardaire par ses spéculations dès l'âge de 19 ans), possède voitures et cocher qu'il a dû emprunter pour gagner l'Angleterre.

N'est-ce pas plutôt à Eleanor, restée à Paris, que Fersen a prêté sa « chaise », son cocher et ses chevaux ? Et c'est aussi avec Eleanor que Fersen a rendez-vous à Mons, ce 22 juin. La preuve nous en est fournie par Monsieur lui-même.

Dès son arrivée à Mons, le « sergent de garde nous dit que nous étions attendus à la Femme Sauvage (une auberge) ». Il s'y rend avec son fidèle d'Avaray. Il monte « un assez vilain escalier », trouve la porte de la chambre ouverte, « et une femme qui était dans son lit se mit à crier :

- Ce n'est pas lui ! N'entrez pas !

Alors l'hôte m'ayant examiné à son tour, me dit :

- Est-ce que vous n'êtes pas le Comte de Fersen ? »

Eleanor et Fersen s'étaient donc donnés rendez-vous à Mons, pas à Montmédy. Et si Craufurd est du voyage, la collusion est d'autant plus évidente ; mais, dans son journal du 22, Fersen ne le nomme pas, alors...

Monsieur, nous l'avons vu, a son alibi : il doit passer par les Pays-Bas Autrichiens. Quel est celui de Fersen ? Pourquoi se trouve-t-il à Mons, et non sur la route de Montmédy ? Plus tard, pour faire bonne figure aux yeux des émigrés, il s'inventera des justifications habiles. Si le 21, de grand matin, après avoir laissé la famille royale à Bondy, il chevauche (avec quel entrain !) en droite ligne vers Mons, c'est que le Roi l'a chargé de

porter à Bruxelles une lettre au Comte de Mercy Argenteau, gouverneur des Pays-Bas Autrichiens depuis 1790. Or, son journal du 20 juin signale que Leurs Majestés lui ont demandé d'aller à Bruxelles « *s'ils étaient arrêtés* » et par conséquent d'y porter la lettre. Il prend donc le chemin de Bruxelles avant la terrible nouvelle... anticipant curieusement l'échec.

Or, comme il s'attend à cet échec, et pense qu'on lui demandera des comptes, il se justifie à l'avance. Puisque le succès de la fuite nécessitait une grande « *célérité* », comme il l'écrivit, il va « *truquer* » l'heure de la sortie de Paris de la famille royale... Quand celle-ci sera arrêtée ? Que nenni ! Dès le 22 juin, à Mons, alors qu'il est censé ne rien savoir de cette arrestation. Il envoie en effet deux lettres, dès son arrivée matinale :

- L'une, que nous avons reproduite, à son père : « *Le Roi et toute sa famille sont sortis de Paris, heureusement, le 20 à minuit.* »

- L'autre, à son ami Taube, le majordome de Gustave III de Suède, que nous citons, car elle contient deux contre vérités : « *Mon cher ami, Le Roi, la Reine, Mme Elisab (sic) le Dauphin et Madame sont sortis de Paris à minuit ; je les ai accompagnés à Bondy sans aucun accident ; je pars dans ce moment pour aller les rejoindre.* »

« *Dans ce moment* » est une nette exagération mais « *minuit* » constitue une réelle contre vérité, pour ne pas dire plus. Car, dans son journal, à la date du 20 juin, il écrit : « *Joint la voiture Barrière St Martin à 1.1/2 (une heure et demie), à Bondi (sic) pris la poste, moi la traverse à 3h au Bourget, et parti...* »

Pourquoi occulte-t-il ce retard d'une heure et demie qui, s'ajoutant aux autres impondérables, conduira au départ des détachements militaires qui eussent été salvateurs ?

Il se dépêche d'écrire ces deux lettres (les écrits restent...) parce qu'elles constitueront des preuves de sa non responsabilité dans la catastrophe. Or, une heure et demie à la Barrière St Martin représentait, selon les calculs irréfutables d'André Castelot, deux heures de retard sur l'horaire prévu.

N'allait-on pas aussi lui reprocher son absence au cours de cette désastreuse équipée ? La plupart des historiens la déplorent et pensent que son « *sang-froid* » aurait tout sauvé. Il devait d'ailleurs, figurer parmi les gardes du corps de la berline. Le 4 avril 1791, il écrit à son ami Taube :

« *Pour accompagner le Roi de France, il sera décent que je sois quelquefois en uniforme suédois ; demandez au Roi (Gustave III) si indépendamment de l'uniforme des*

*gardes du corps, il veut permettre que je porte quelquefois celui des dragons ; comme il est fort joli, cela donnerait une belle idée de nos troupes et de leur habillement. »*  
Comptait-il changer de tenue aux relais ou à l'arrivée ?

En tout cas, le 29 mai, dans une lettre à Monsieur de Bouillé, il n'est plus question de jouer les gardes du corps. « *Je n'accompagnerai pas le Roi, il n'a pas voulu.* » Or, nous n'avons aucune preuve de ce refus du Roi, et la correspondance de la Reine est muette à ce sujet. Nous aurions bien besoin du journal de Fersen pour éclaircir cette affaire. Hélas ! Sa période la plus intéressante, celle de 1776 à 1791, fait défaut. Elle aurait été brûlée accidentellement par son valet « *le pauvre Frantz* », à Paris (note du 5 avril 1795). Le journal ne nous est conservé qu'à partir du 11 juin 1791.

Quant à ses lettres à Eleanor Sullivan, qui « *l'aidait* » pour l'évasion, elles ont été brûlées, elles aussi, avec les réponses, par le baron Klinckowström, descendant de Hedwige de Fersen, la sœur aînée d'Axel. Pour quel motif ?

« *Par respect pour la mémoire du Comte de Fersen* ». Cet autodafé prouve qu'elles pouvaient contenir des passages propres à compromettre l'honneur d'un gentilhomme (et pas uniquement les allusions licencieuses, typiques, au 18<sup>ème</sup> siècle, de ce genre de correspondance. Cf. celles de Mirabeau, Lauzun, etc...).

Quoi qu'il en soit, fin mai, après diverses hésitations du Roi et de son entourage, (il avait été question de Metz, du Luxembourg et même de Strasbourg, d'après les conseils de Mercy Argenteau), Axel connaissait la destination définitive. Ce serait Montmédy. En fait, il la connaissait bien avant.

Monsieur de Bouillé avait conseillé la route la plus sûre, par Reims et Stenay, où le Royal Allemand représentait une protection efficace. Axel de Fersen aurait proposé l'autre route, celle qui passait par Varennes, dont la topographie constituait un véritable guet-apens.

Pourquoi irait-il se faire arrêter à Varennes quand Eleanor et Monsieur l'attendaient à Mons ? N'avait-il pas déjà donné à la famille royale de suffisantes preuves de fidélité ?

Or, une légende tenace veut, qu'à l'aube du 21 juin, à Bondy, il ait supplié le Roi de la laisser l'accompagner. Qui a fabriqué cette scène touchante ?

Nous la trouvons, pour la première fois, sous la plume de Bouillé qui, évidemment, n'en fut pas témoin :

« *Ce fut là, (à Bondy) qu'il les a abandonnés à leur sort, **malgré les instances qu'il fit au Roi pour obtenir de les suivre.** Mais la fatalité la plus marquée voulut que le Prince s'y refusât constamment.* »

La même phrase se retrouve, pratiquement reprise, chez le duc de Choiseul (lui non plus, n'était pas à Bondy), mais il ajoute une note fort intéressante :

« *Je tiens de Monsieur de Fersen lui-même, ces détails.* »

Nous nous en doutions...

Toutefois, quelle que soit l'habileté du manipulateur, la vérité parvient à se faire jour, grâce à la mise en parallèle du *Journal* du cher Axel et des *Mémoires* des autres témoins.

Que lisons-nous dans son *Journal* du 20 juin ? :

« *Joint la voiture Barrière St Martin à 1.1/2 h ; à Bondi pris la poste, moi la traverse à 3h au Bourget et parti.* » Il n'est nullement question « *d'instances [faites] au Roi pour obtenir de les suivre.* » Aurait-il oublié cette scène si touchante, ou par pudeur, l'a-t-il supprimée ?

Ce serait fort étonnant de celui qui relate ainsi sa dernière entrevue du 20 juin, aux Tuileries, avec la famille Royale :

« *En me quittant, le Roi me dit : Mr de F. (Monsieur de Fersen) quoi qu'il puisse m'arriver, je n'oublierai tout ce que vous faites pour moi. La Reine pleura beaucoup ; à 6 h je la quittai, elle alla avec les enfants à la prom. (promenade).* »

Confrontons son *Journal* avec les *Mémoires* de la duchesse de Tourzel, qui se trouvait dans la berline, comme gouvernante des enfants royaux. « *M. de Fersen conduisit le Roi en cocher jusqu'à Claye, où nous prîmes la poste. Le Roi, en le quittant, lui témoigna sa reconnaissance de la manière la plus affectueuse, espérant que ce serait autrement qu'en paroles, et se flattant de le revoir bientôt.* » Il n'est nullement question « *d'instances* » de la part de Fersen. La confiance du Roi en l'organisateur de sa fuite nous paraît totale ainsi que sa croyance à le revoir à Montmédy (bientôt).

A ce témoignage, s'ajoute celui de Madame Royale :

« *Nous changeâmes de voiture. Monsieur de Fersen souhaita le bonsoir à mon père et s'enfuit.* » Ce verbe, exprimant la rapidité, nous éloigne fort des « *instances* » et autres vérités touchantes propres à justifier son absence sur la route de Montmédy.

## Une preuve accablante

Acclamé à Mons, puis à Namur, Monsieur, qui avait apprécié l'excellente cuisine belge (« *Nous trouvâmes du vin du Rhin qui était bon, et nous ne laissâmes pas que d'en boire. Tout cela fait que, de ma vie, je n'ai peut-être fait un souper meilleur ni plus*

gai »), finit par s'inquiéter du manque de nouvelles de Montmédy. Et si le Roi était arrivé à destination ?

S'il lui fallait joindre Longwy ? Il l'écrit lui-même dans sa *Relation* :

« *Je ne voulais pas non plus m'aller jeter à Longwy sans savoir si nous serions les maîtres de ce pays-là.* »

Curieuse réflexion ! Si le Roi lui en a donné l'ordre, c'est que ce « pays-là » était sûr. Ce n'est que plus tard que la ville sera conquise par le roi de Prusse...

Fersen, de son côté, après être passé aussi par Namur, atteint Arlon ; le 23 juin, il note dans son Journal :

« *Le 23. beau fait froid arrivé à Arlon à 11h du soir trouvé Bouillé su que le Roi était pris, on ne savait pas trop bien les détails, les détachements pas fait leur devoir, le Roi manqué de fermeté et de tête.* »

Quelle sécheresse dans ces quelques lignes !

Il ne s'est pas attardé à Arlon (« *24. parti à 4.1/2h du matin* ») On comprend qu'il ait hâte de prévenir Monsieur... Continuons la lecture du Journal :

« *24 juin. Arrivé à Namur à minuit trouvé là Monsieur* »

Celui-ci était-il déjà au courant ? Dans sa *Relation*, il nous dit s'être arrêté en route, après avoir quitté Namur, à Nattoye, sa voiture ayant perdu ses « *boulons de fer* ».

Le lendemain, il aurait appris la « *triste nouvelle de l'attentat de Varennes* » par M. de Talhouët, « *gentilhomme breton* ».

On constate, au contraire, que c'est bien Fersen qui l'a réveillé à Namur pour le mettre au courant et non le gentilhomme ci-dessus nommé.

Monsieur ordonne au postillon « *de nous ramener à Marche* », où « *nous fûmes joints par le fils de M. de Bouillé qui nous apprit les détails de ce cruel événement qui renversait toutes nos espérances* ».

Mais laissons la parole à Louis de Bouillé, le fils aîné du général :

« *Il [le comte de Provence] m'écoutait avec un calme imperturbable, une froideur impassible, dont il ne sortait que pour m'adresser quelques questions vagues et dont je n'étais pas moins révolté que surpris. J'ignore si (comme il le dit dans sa Relation) ses larmes « qui n'avaient pas pu couler dans le premier instant étaient venues le soulager » avant mon arrivée, mais ce que je puis assurer, c'est que l'on n'en voyait aucune trace dans ses yeux parfaitement secs, comme son cœur, et que l'on n'y pouvait remarquer que leur expression habituelle de fausseté, à travers laquelle s'échappaient quelques jets d'une satisfaction perfide.* » (Souvenirs)

Le 25 juin, le « *quatuor de Mons* », (Mesdames de Balbi et Sullivan, Monsieur et Axel de Fersen), se retrouve à Bruxelles. Le 27 juin, ce dernier écrit dans son Journal :  
« *27. Beau et chaud .déjeuné Sullivan dîné aussi et passé toute la soirée fait ma cour au C. d'Art. (comte d'Artois) Rien dit parlé à Monsieur lui très réservé et embarrassé tout cela me donne mauvaise opinion de la chose... »*

L'absence de ponctuation, habituelle à notre scripteur, ne rend pas les allusions fort claires. Cependant, nous pouvons présumer que les entretiens entre celui-ci et Monsieur avaient lieu chez Eleanor Sullivan en présence de Crawford. Peut-être... bien que le Journal ne le signale que le 27. Qu'est-ce que Fersen pouvait cacher au Comte d'Artois et comploter avec Monsieur ?

Eh bien, cette missive du 27 juin, qui parviendra à la Reine le 4 juillet :

« *Le malheur affreux qui vient d'arriver doit changer entièrement la marche des affaires... »*

Evidemment, la catastrophe de Varennes permet fort à propos de réclamer les pleins pouvoirs pour Monsieur.

Toutefois, Fersen agit avec une audace et un manque de respect choquants envers le Roi. Il joint à sa lettre un brouillon que celui-ci n'aura qu'à recopier comme un écolier :  
« *Etant détenu prisonnier dans Paris et ne pouvant plus donner les ordres nécessaires pour rétablir l'ordre dans mon royaume, pour rendre à mes sujets le bonheur et la tranquillité, et recouvrer mon autorité légitime, **je charge Monsieur**, et, à défaut, le comte d'Artois, de veiller pour moi à mes intérêts et à ceux de la Couronne, **donnant à cet effet des pouvoirs illimités** »* Fait à Paris, le 20 juin 1791 (donc antidaté ! pour plus de précaution et d'apparente légitimité...).

Il ajoute : « *Ce plein pouvoir sera écrit en encre blanche et remis le plus tôt possible à la personne qui remettra cette lettre. »*

Un biographe du futur Louis XVIII, respectueux de la légende dorée de Fersen, prétend que le premier aurait dicté la lettre au second. Que n'a-t-il lu le Journal de celui-ci !

La lettre est datée du 27 juin et le Journal prouve l'initiative de Fersen ce même jour, avec la « *réserve* » et « *l'embarras* » de Monsieur. Non que cette initiative lui déplaise, mais elle peut se révéler dangereuse. Leur collusion y apparaît ouvertement. Elle risque de heurter la Reine, qui n'aime guère son beau-frère, et de lui faire perdre confiance en son « *chevalier servant* », alors que cette confiance pourrait encore servir.

La fameuse lettre, arrivée le 4 juillet à Paris, aboutit à un échec. La Reine ne répondit que le 8 juillet par une missive froide, politique, remarquablement composée, refusant les pleins pouvoirs à Monsieur. Bref, tout était à recommencer...

## Epilogue

En 1819, à Paris, un procès retentissant opposa Quentin Crawford au plus célèbre de ses trois neveux, le baronnet James Crawford (il n'avait pas latinisé son nom), ministre résident de Grande Bretagne, à Hambourg, sous la Révolution. L'oncle, protégé par Louis XVIII, allait néanmoins perdre son procès. James Crawford n'en fut pas moins expulsé de France, car il avait eu une très mauvaise idée. Il voulait produire, d'après ses dires, un document des plus compromettants pour Louis XVIII, datant de l'époque où il n'était encore que le comte de Provence.

Était-ce un « *coup de bluff* » ? Nous en doutons. Comme leur oncle, les frères Crawford appartenaient tous au Renseignement. Robert oeuvrait au quartier général autrichien, et Charles fut nommé « *surveillant* » à l'armée de Condé. Pendant la Révolution, ils eurent une intimité plutôt étroite avec leur oncle et sa compagne Eleanor Sullivan (cf. mon précédent article) ; Ils étaient donc bien renseignés sur les complicités dans l'échec de Varennes...